

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain

Bulletin trimestriel

avril - août

2 0 1 1

N° 6

Sommaire

p. 1 Editorial

p. 2 Axes de recherches

- « Mouvements sociaux en ligne, cyber activisme et nouvelles formes d'expression en Méditerranée », par *Sihem NAJAR*

- « Processus de production foncière et immobilière dans le Nord du Grand Tunis : Politiques, acteurs et enjeux - Cas des projets d'Ennasr II et de Ain Zaghouan », par *Hend BEN OTHMAN*

p. 4 Actualités de l'IRMC

- Compte-rendu du séminaire « L'Orientalisme et après ? », par *Pierre-Noël DENIEUIL*

- Compte-rendu des journées d'études « Jeunesse et violence scolaire au Maghreb », par *Gilles FERREOL*

- Compte-rendu des Doctoriales 2010 en SHS de Sousse, par *Pierre-Noël DENIEUIL*

p. 7 Hommage à André Raymond (1925-2011)

André Raymond, témoignage sur le directeur, l'entrepreneur et l'homme, par *Pierre-Robert BADUEL*

André Raymond les études arabes en France et dans le monde perdent un grand savant, par *Khaled KCHIR*

p. 8 La révolution tunisienne au prisme des sciences humaines et sociales

Jellal ABDELKAFI, Amin ALLAL, Abdelkhalq B'CHIR, Hélé BEJI, Chirine BEN ABDALLAH, Hend BEN OTHMAN, Hassan BOUBAKRI, Abdelmajid CHARFI, Hassen EL ANNABI, Alia GANA, Essedik JEDDI, Amira MOKDED, Nabiha JRAD, Swanie POTOT, Isabel SCHÄFER, Sihem TALBI, Ridha TLILI, Sofiane ZRIBI

p. 24 Calendrier de l'IRMC et publications

LA LETTRE DE L'IRMC

EDITORIAL

La vocation contemporaine des sciences humaines et sociales est de mettre leurs capacités d'interrogations et d'analyses au service de la compréhension de nos

sociétés. A ce titre, les événements qui touchent le monde arabe sont de nature à modifier nos représentations de sociétés civiles que nombre d'entre nous avait sous-estimées. L'IRMC dès janvier 2011, tout en maintenant ses actions doctorales ou ses recherches ici présentées sur la production foncière, les violences scolaires ou l'orientalisme, a souhaité adapter ses programmes et manifestations à cette nouvelle situation d'une Tunisie devenue un vaste laboratoire d'observation et d'expérimentation sociale au quotidien. A cet effet, les précédentes rencontres organisées sur la question autoritaire et le débat constitutionnel, seront relayées dans les jours et semaines à venir par d'autres sur les « nationalités », la transition institutionnelle, les recompositions religieuses et les mouvements sociaux en ligne.

Nous avons, dans la précédente lettre, consacré un dossier aux premiers temps de la révolution tunisienne. Nous y avons réuni des témoignages de chercheurs et universitaires. La révolution n'étant pas un « moment » mais un long processus semé de discontinuités, nous avons souhaité poursuivre la première initiative et solliciter d'autres voix. Dans le dossier ici proposé sur *La révolution tunisienne au prisme des sciences sociales*, les témoignages de psychiatres, psychanalystes et gens de lettres côtoient ceux d'historiens, géographes, urbanistes, sociologues et politologues, qu'ils soient chercheur(e)s confirmé(e)s ou plus jeunes, doctorants et étudiants. La consigne donnée aux auteurs était de livrer leur réaction sur la situation, en utilisant leur façon de regarder, leur manière d'interpréter, voire leurs concepts les plus familiers sous l'angle de leur discipline et de leur « culture » professionnelle. En filigrane de ce dossier et de la richesse des informations produites, se profilent autant de questionnements utiles et propices à la mission d'éveil et de vigilance scientifiques qui incombe, et tout particulièrement dans la présente période, à notre communauté de recherche en sciences humaines et sociales.

Pierre-Noël DENIEUIL
Directeur de l'IRMC

PROCESSUS DE PRODUCTION FONCIÈRE ET IMMOBILIÈRE DANS LE NORD DU GRAND TUNIS : POLITIQUES, ACTEURS ET ENJEUX. CAS DES PROJETS D'ENNASR II ET DE AIN ZAGHOUAN

Hend BEN OTHMAN est doctorante en urbanisme à l'ENAU/Tunis. Elle travaille au sein du programme de recherche AUF/IFPO « *Médiation publique dans les métropoles du Maghreb et du Moyen-Orient : concurrence foncière et accès au logement (Amman, Beyrouth, Casablanca, Damas, Istanbul, Le Caire, Teheran, Tunis)* ». Elle a rejoint l'équipe de recherche de l'IRMC en tant que boursière moyenne durée.

Contexte et choix du sujet

Dans les années 1970, les politiques urbaines tunisiennes ont connu un important redéploiement, lié à l'échec du modèle d'économie planifiée. Le pays instaure une politique économique essentiellement basée sur l'initiative privée, le désengagement progressif de l'Etat et l'ouverture aux marchés extérieurs.

La réorientation des politiques urbaines s'est traduite, entre autres, par la préparation de nouveaux documents d'urbanisme, qui ont prévu l'aménagement de vastes zones d'habitat en périphérie, tant au nord qu'au sud et à l'ouest du Grand Tunis. D'importants quartiers périphériques ont été édifiés dans les années 1970 et 1980, et produits par un nouvel acteur public, l'Agence Foncière de l'Habitat, créée en 1973 dans le cadre de cette nouvelle politique de l'habitat. Ces projets d'habitat furent sélectivement orientés vers les classes moyennes. Ce nouveau mode de régulation a traduit la volonté de l'Etat de se constituer une clientèle sociale parmi ces classes. Mais à partir des années 1990, sous l'effet de contraintes internationales (mondialisation, injonctions de bailleurs de fond) et du nouveau contexte de libéralisation économique en Tunisie, les modes de faire la ville ont été modifiés.

Nous partons de l'hypothèse que ces changements économiques et ces mutations politiques induisent de nouvelles modalités

d'intervention de l'Etat par rapport au logement et traduisent de nouveaux modes de régulation en faveur de populations cibles.

Problématique de la recherche

Aussi bien dans le domaine de la recherche urbaine que celui de la pratique professionnelle, le modèle classique de production de l'espace est remis en question. Contrairement aux années 1970 et 1980, caractérisées par la prédominance de l'intervention de l'Etat, les années 1990 et 2000 ont été marquées par le désengagement de ce dernier de la production de l'habitat, le recours accru au secteur privé et à de nouveaux modes de faire la ville.

La problématique de la recherche doctorale s'intéresse à l'articulation entre les processus d'urbanisation dans le Nord du Grand Tunis entre 1970 et 2010 et les modes d'intervention de l'Etat par rapport à la production urbaine qui sont révélateurs des processus de régulation sans cesse renouvelés. Dans cette perspective, la dynamique urbaine actuelle se caractériserait par un renouvellement des modes de production du sol urbain : Acteur jusque là omniprésent et omnipotent de la fabrication urbaine, l'Etat est aujourd'hui relayé par de nouveaux acteurs. De nouvelles formes de mobilisation apparaissent, donnant lieu à un partenariat public/privé dans la production tant foncière qu'immobilière, et traduisant les nouveaux enjeux de la production urbaine.

Dans ce cadre, il nous a paru pertinent d'analyser le processus de production urbaine de deux projets situés au Nord du Grand Tunis, à savoir « Les jardins d'Ennasr II » à l'Ariana, et « Les Résidences et Jardins de Carthage » à Ain Zaghuan, au Kram. Ces deux projets sont en effet des productions foncières publiques de l'Agence Foncière de l'Habitat (AFH) qui sont intervenues à des temporalités différentes, dans des contextes économiques et socio-politiques distincts.

Terrains objets de la recherche

Le premier projet, celui d'Ennasr II, est un lotissement de 216 hectares, qui est situé au Nord du Grand Tunis, dans la commune de l'Ariana. Son intérêt particulier réside dans le calendrier : lancé en 1977 (phase de planification), conçu en 1986, Ennasr II est, en 2010, encore en cours de réalisation. De ce fait, ce projet se trouve à cheval sur deux périodes-clés des politiques tunisiennes de l'habitat : celle, antérieure aux années 1990, caractérisée par la prédominance de l'intervention de l'Etat et celle, postérieure, durant laquelle un recours accru est fait au secteur privé et où sont expérimentées des formes de partenariat public/privé dans la production tant foncière qu'immobilière.

Le deuxième projet, celui des « Résidence et Jardins de Carthage » à Ain Zaghuan, est un lotissement de 310 hectares, programmé par l'AFH en 1994, qui a été viabilisé dans les années 2000 et qui est encore en vente en 2010. Il est situé en périphérie, dans la banlieue Nord de Tunis, et fait partie du territoire de la commune du Kram. Il a été implanté à proximité des opérations de standing des Berges du Lac, et constitue la dernière opération de l'AFH au Nord-Est du Grand Tunis. Cette situation stratégique lui a conféré un statut particulier qui a exacerbé les enjeux et les négociations entre les différents acteurs intervenants.

Analyser les processus de production foncière et immobilière de ces deux projets urbains de l'AFH permet de rendre compte des mutations de l'action publique urbaines et des modes d'intervention de l'Etat. Le désengagement relatif de l'Etat dénote par ailleurs d'une réorientation de la production de l'habitat en faveur des classes populaires, révélatrice du rôle de régulation sociale et d'intégration que détient l'Etat.

Hend BEN OTHMAN

L'IRMC

L'**Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC)** est un centre de recherche en sciences humaines et sociales, à vocation régionale, dont le siège est à Tunis. Créé en 1992, il est l'un des 27 Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) placés sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères et européennes et, depuis 2000, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) dont il constitue une Unité mixte (USR 3077). Un conseil scientifique participe à l'orientation et à l'évaluation de ses activités. Un Comité mixte de suivi franco-tunisien des activités de l'IRMC se réunit chaque année.

L'IRMC contribue, en partenariat avec la communauté scientifique notamment maghrébine et européenne, au développement de la recherche sur le Maghreb. Ses champs disciplinaires sont : anthropologie, démographie, droit, économie, études urbaines, géographie, histoire, sciences politiques, sciences sociales appliquées aux lettres, à la philosophie et à la psychologie, sociologie.

Ses programmes participent aux débats des sciences humaines et sociales dans une perspective comparée, à l'échelle régionale et internationale. Il organise des formations doctorales, des colloques, des séminaires internationaux et des conférences. Il accueille des chercheurs, des boursiers et des stagiaires maghrébins et français, en coopération avec les institutions des pays concernés.

Sa Bibliothèque est ouverte à un large public d'universitaires, doctorants, étudiants, boursiers et stagiaires étrangers. Elle permet la consultation sur place de livres et de revues spécialisées (plus de 28 500 ouvrages et 2 300 titres de revues).

La valorisation de ses travaux de recherche représente aujourd'hui un catalogue de plus d'une cinquantaine de publications collectives ou d'auteurs, chez différents éditeurs (dont sa publication annuelle *Maghreb et sciences sociales*).

L'IRMC est actuellement dirigé par Pierre-Noël DENIEUIL.

Site internet de l'IRMC : <http://www.irmcmaghreb.org>.

MOUVEMENTS SOCIAUX EN LIGNE, CYBER ACTIVISME ET NOUVELLES FORMES D'EXPRESSION EN MÉDITERRANÉE

Sihem NAJAR est sociologue et chercheuse détachée de l'université Tunisienne. Elle conduit à l'IRMC un programme intitulé : *La communication virtuelle par Internet, la complexité des identités et les transformations des liens sociaux en Méditerranée*.

Les divers réseaux sociaux à caractère a-topique et déterritorialisé qui structurent aujourd'hui le paysage virtuel génèrent de nouvelles configurations de sphères publiques où se manifeste un « agir communicationnel » (Habermas) dont les retombées sociales, économiques, culturelles et politiques ne sont plus à démontrer. Le cyberspace qui initie une dynamique globale et transnationale permet à des acteurs sociaux d'aller au-delà de l'espace habituel d'expression, d'interaction et de négociation, pour investir un nouvel espace-temps citoyen. Il est de plus en plus admis que la production, la circulation et l'échange des informations via les réseaux sociaux virtuels est une composante essentielle de la socialisation et de la mobilisation citoyenne. En tirant profit du développement galopant des technologies de l'information et de la communication (TIC), les potentialités mobilisatrices s'engagent dans des actions qui touchent à des domaines d'intervention aussi divers que l'environnement, le développement local, le développement durable, les droits de l'Homme, l'égalité entre les sexes, la liberté d'expression, etc.

Qu'il s'agisse de réseaux télématiques qui naissent à travers les échanges électroniques entre militants, ou de communautés numériques qui prolongent celles qui sont actives sur le terrain, l'objectif étant de défendre des intérêts et d'exprimer des revendications. Le cyber activisme tire sa légitimité du fait qu'il instaure et mobilise des réseaux télématiques en vue d'agir sur la réalité sociale et de défendre une cause

commune. L'intérêt de cet engagement à distance réside, d'une part, dans le fait qu'il est enraciné dans la réalité sociale et, d'autre part dans sa capacité à constituer et à mobiliser des groupes de pressions transnationaux et décentralisés. L'engagement citoyen s'est depuis longtemps déroulé sur le terrain et avec le développement croissant des TIC s'est trouvé, d'une façon massive, doublé d'un cyberspace polyvalent et multi varié. Ainsi, le cyber activisme et les divers mouvements sociaux en ligne tendent à déboucher sur des mesures et des procédures propres à la vie réelle. De telles actions sont d'autant plus importantes qu'elles permettent



d'élargir le champ de participation et de rendre la contribution de certains activistes et cyber citoyens possible et visible. En exemple, des diasporiens exclus du cercle du pouvoir et de la prise de décision peuvent s'exprimer à travers des réseaux sociaux virtuels et contribuer à l'orientation de l'opinion publique et à la mobilisation sociale et politique. En outrepassant les frontières matérielles, les acteurs en question se servent d'une base (plateforme) transnationale pour agir à distance sur la réalité sociale de leur pays. Par ailleurs, il est important de souligner que le cyberspace permet aux acteurs sociaux de jouir d'une grande marge de manœuvre et surtout d'échapper au contrôle auquel ils sont habituellement exposés.

Reste à montrer que les mouvements sociaux en ligne et le cyber activisme développent de nouvelles formes

d'expression qui leur permettent de jouer pleinement, et de manière efficiente, leur rôle de mobilisation sociale et politique. Plus concrètement, l'engagement citoyen et l'action sociale sont essentiellement basés sur la production et l'échange des informations sous forme d'images, de sons et de texte. Les revendications sociales sont de plus en plus exprimées à travers des supports aussi divers que des caricatures, des séquences-vidéos produites par des citoyens profanes, des pétitions et des manifestations en ligne, des commentaires et des messages échangés sur la plateforme numérique (Facebook, blogs, mails, Tweeter, forums de discussion, etc.), des chansons engagées ou révolutionnaires, etc. Il est certain que la nature et le contenu de ces différents supports varient en fonction des acteurs sociaux et des groupes concernés (des étudiants, des lycéens, des militants politiques, des syndicalistes, des militants dans le domaine des droits de l'homme, etc.).

En quoi l'Internet, avec la panoplie de réseaux sociaux qu'il offre, peut-il ouvrir des espaces légitimes de participation, de revendications et de protestations ? Dans quelle mesure les cyber citoyens parviennent-ils à orienter à distance l'opinion publique et à agir sur la réalité sociale ? Comment les cyber activistes peuvent-ils surmonter l'obstacle de la fracture numérique pour assurer une mobilisation sociale et politique à grande échelle et éviter toute forme d'exclusion sociale ? En vue d'amorcer des réponses à ces questions, trois axes thématiques seront privilégiés dans le cadre des journées d'études organisées par l'IRMC les 24 et 25 juin 2011 : les mouvements sociaux en ligne et les nouvelles formes d'expression contestataire ; les cyber citoyens, les groupes de pression et la production d'un nouvel espace public ; le cyber activisme au service du développement local.

Sihem NAJAR

Arrivées à l'IRMC

Nadia Sahtout est géographe, elle travaille sur « *l'eau urbaine dans les villes : le cas du grand Sousse* », dans le cadre du partenariat IRMC au programme MeRsi/AUF/CEDEJ « *ville durable au sud de la méditerranée* ». Elle a rejoint l'équipe de recherche de l'IRMC en tant que boursière moyenne durée.

Nadia Benlouache a rejoint l'IRMC en accueil scientifique. Elle est étudiante en master 2 de géographie à l'université Aix-Marseille. Son mémoire de recherche, sous la direction de Sylvie Daviet, s'intitule « *Nouvel entrepreneuriat et dynamisme transméditerranéen dans le secteur des énergies renouvelables en Tunisie* ».

Alain Messaoudi est historien à l'EHESS-Paris, il a rejoint l'équipe de l'IRMC en accueil scientifique dans le cadre d'une enquête dans les départements d'histoire et de

langue arabe des universités tunisiennes sur les usages de la production « orientaliste ».

Ophélie Arrouès est étudiante en master 2 de littérature arabe moderne à l'INALCO (Paris). Son mémoire de recherche s'intitule « *Genres, genericité et processus de création littéraire dans un journal arabe du début du XX^e siècle : al-Shabâb de Mahmûd Bayram al-Tûnisî* ». Elle a rejoint l'équipe de l'IRMC en tant que chercheuse associée.

Jan Jansen est doctorant en histoire à l'université de Konstanz (Allemagne). Sa thèse s'intitule « *les politiques commémoratives et l'espace public en Algérie coloniale (1840-1950)* ». Il a rejoint l'équipe de l'IRMC en accueil scientifique.

Irène Carpentier est étudiante en master 2 de géographie à l'université de Paris 7. Son mémoire de recherche s'intitule : « *Le développement territorial durable, analyse comparée sur les oasis du sud tunisien (Chenini, Tozeur)* ». Elle a rejoint l'équipe de l'IRMC en tant que boursière moyenne durée.

L'ORIENTALISME ET APRÈS ?

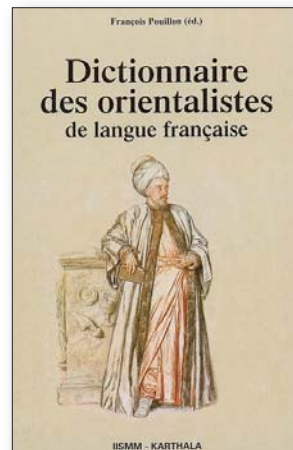
« Le débat sur l'orientalisme fut lancé, il y a quasiment un demi-siècle, avec l'ère des décolonisations. Il est temps de prendre la mesure, historique, d'un procès qui a surtout consisté à se demander si, sous ses différentes formes (littéraire, plastique, linguistique, architecturale, culturelle), ce champ de curiosité et d'érudition, ce registre d'activité créatrice, étaient fondamentalement inféodés à une entreprise de domination de l'Occident, dont la forme suprême devait s'incarner dans le colonialisme » (Pouillon & Vatin, 2010).

Ce séminaire organisé à l'IRMC le 25 février 2011, s'inscrivait dans la recherche critique, impulsée par François Pouillon, sur la question de l'orientalisme vu du Sud. L'idée en était de montrer que l'orientalisme ne renvoie pas uniquement à des démarches occidentales ou métropolitaines, et d'analyser alors « la manière dont les acteurs du Sud se sont réappropriés, fut-ce après une critique radicale, les différentes versions (savantes ou culturelles) de l'orientalisme ».

Cette séance animée par François Pouillon, rassemblait des chercheurs tunisiens, en vue de la préparation du colloque *L'orientalisme et après ? Médiations, appropriations, contestations*, qui se tiendra à Paris les 15, 16 et 17 juin 2011. Les participants ont évoqué les différents cas de figure d'un même processus de construction d'un savoir sur l'Orient, puis sa réception et sa réappropriation par celui qui en est l'objet, et la production d'un autre savoir, comme un orientalisme retraduit, voire réorientalisé, par l'indigène.

De la construction de l'orientalisme à sa réception indigène. Les propositions sur ce thème renvoient plutôt à l'analyse de la construction d'un savoir orientaliste utile et repris par l'indigène. Dans cette perspective, Alain Messaoudi (EHESS, Paris) propose de se pencher sur les usages et enseignements de l'orientalisme savant, à propos de l'Encyclopédie de l'Islam, s'intéressant ainsi au processus de la transmission des orientalistes et de leurs élèves. Sihem Missaoui (Université de la Manouba) a souhaité traiter de la présence des premiers islamologues dans l'enseignement et la recherche universitaire, et voir comment des articles dits « orientalistes » passent dans les encyclopédies, « mais avec des fautes ou erreurs ». Ce qui y est dit sur l'Islam et sur ses usages peut-être récusé ou considéré comme idéologique. Se pose alors la question de l'efficacité de cette information pour des musulmans de culture arabe. Comme l'a rappelé François Pouillon, les intellectuels chinois estiment pour leur part que le travail effectué par les grammairiens orientalistes est sans grande utilité pour eux. Ce n'est pas le cas des grammairiens arabes, qui ont souvent repris les cadres et instruments de la grammaire élaborés sur leur langue par les occidentaux. Il y a ici l'idée d'une réappropriation positive du fait que les travaux des orientalistes ont pu enrichir les approches des grammairiens arabes, connivence résultant sans doute d'un

recours commun aux concepts et formalisations aristotéliennes. Autre réappropriation positive, celle que des intellectuels indigènes peuvent réaliser sur l'analyse des cultures et traditions populaires du Maghreb, souvent méprisées par la tradition savante, mais initiées par les orientalistes. C'est le cas, par exemple avec le recueil du patrimoine musical produit par le baron d'Erlanger et ses informateurs. Selon Ahmed Khoudja (Université de Tunis), ces traditions, jusqu'alors marginalisées dans la culture arabe, ont ainsi été promues par les folkloristes pour les intéressés eux-mêmes. Quelle est l'histoire de cette patrimonialisation : comment cette culture orale a-t-elle été récoltée et auprès de quels informateurs, puis transcrite et traduite ? Quels ont été les enjeux politiques et contextuels de ce savoir colonial à la fois refusé (ou récusé) et pourtant utilement repris durant la période des indépendances ?



D'autres travaux ont abordé la question de l'orientalisme du point de vue du projet de rapprochement avec les intellectuels locaux, qui en sous tend la réception. Pour Clémentine Gutron (EHESS, Paris), il s'agirait, pour illustrer la mise en place du mythe national, d'étudier la production allogène d'une archéologie nationale. Elle s'intéresse notamment à la figure de Paul-Albert Février, militant de la décolonisation, constructeur de la pré-indépendance algérienne et bâtisseur des idées d'un Orient nouveau à l'ombre des Etats nations. Pour Youssef Cherif (Université de Tunis) il faudrait enquêter à Columbia au centre des études pour la Palestine, dépositaire des travaux sur Edward Said, pour un état des lieux de l'influence de cet auteur-phare, de l'histoire institutionnelle des « post-colonial studies », et du projet idéologique qui les structurent.

Réception indigène et reconstruction de l'orientalisme. D'autres analyses nous confrontent à une réappropriation plus conflictuelle. C'est ainsi que Mouldi Lhamar (Université de Tunis) a proposé une réflexion sur « L'orientalisme en Libye : un savoir colonial indigène ? » Le projet est de réexaminer la manière dont les intellectuels libyens ont reçu les études orientalistes sur la colonisation - le grand corpus de De Agostini sur les tribus libyennes - et comment ils peuvent les utiliser pour réécrire la « vraie histoire » de leur pays. Ils remettent en cause tout d'abord les modes de recueil et la véracité de certaines informations qui n'auraient « pas été données correctement par la société locale ». Ils posent par la suite la question de ce que les orientalistes ont fait avec ces informations, ce qui pose problème moins de l'information elle-même que la manière dont elle est traitée et interprétée. Parfois, le traducteur reprend des informations de la source orientaliste et en change les entrées. Parfois aussi, « des choses ne sont pas traduites parce que considérées comme non-conformes ». L'ensemble de ces opérations marque la capacité de réappropriation et de rétablissement du traducteur face à ce qu'il estime être une « dérive orientaliste ». Ce qui soulève la question du droit de l'indigène à contester la réception orientaliste, mais aussi sa capacité à la reconstruire. Dans le même sens, Khaled Kchir (Université de Tunis) entend travailler sur le livre de l'érudit allemand, Welhausen, dont le texte (1924) sur l'histoire du prophète a été traduit en arabe dans les années 1950. Le traducteur utilise alors les notes de bas de page comme lieu de restitution de sa parole, rétablissant les choses comme il les conçoit et selon sa vision d'un pieux musulman. Dans ces différents exemples, le champ de l'orientalisme est limité par ce qui peut se reconfigurer en arabe. Dans son mouvement de réappropriation par l'individu, l'orientalisme est l'objet d'une rectification et d'une conversion ou correction de l'information captée dans celle reconstruite par le traducteur.

De la co-construction orientaliste à la réorientation. Il s'agit là de montrer comment l'indigène construit sa propre conscience et identité, indépendamment de la construction qu'en fait l'autre, mais non sans quelque intervention extérieure de sa part puisque cela consiste souvent à en reprendre les productions. Comment se co-construisent les identités collectives après l'orientalisme ? Mercedes Volait (CNRS,

Paris) va analyser le projet artistique ou de société qui sous tendrait et regrouperait sur le marché de l'art orientaliste, les achats des collectionneurs du monde arabe à destination de leur société. De son côté Nabiha Jerhad (Université de la Manouba) montre, dans le cas du discours publicitaire et de l'image touristique, comment le décolonisé devient sujet et non plus seulement objet du discours, en proposant au touriste sa propre image. Quelle image le tourisme national vait-il restituer au touriste tunisien ou à l'autochtone qui regarde son propre patrimoine ? Est-elle médiatisée par des sources et images produites ailleurs ? Ou est-elle conforme à sa propre représentation de soi (mais n'est-ce pas déjà une représentation médiatisée) ? Il s'agirait là, de voir comment l'orientalisme savant ou folklorique se réoriente dans les échanges au quotidien (publicitaires, commerciaux) en relation avec l'indigène lui-même.

C'est d'une telle « réorientation » qu'ont parlé plusieurs autres intervenants. A ce titre, Charlotte Jéliidi (IRMC) souligne des formes d'une « surerlangidisation » de Sidi Bou Saïd, en référence au Baron d'Erlanger qui, contrairement à l'idée reçue, n'aurait pas imposé par texte de loi le bleu

des boiseries de ce village. De son côté, Kmar Bendana (Université La Manouba) a placé ce processus de réorientation sur un terrain « Sud/Sud », en retraçant l'itinéraire d'Abdellaziz Talbi qui a réincorporé une culture orientaliste dans son combat politique puis intellectuel. Pur arabophone, sans accès direct aux langues européennes, il a utilisé les orientalistes traduits en arabe, intégrant aussi de nouveaux outils fournis pas la sciences européenne (historiographie, psychosociologie etc...) notamment sur l'écriture de la vie du prophète. Il est ainsi montré que l'orientalisme s'est diffusé et réincorporé dans les milieux arabes même quand ils n'y étaient pas convertis.

Dans le même souci de sortir de la dichotomie orientaliste/indigène, et de rechercher les espaces de négociation où les deux se rencontrent, Abdelhamid Hénia (Université de Tunis) montre que les orientalistes n'ont pas construit leur savoir juridique avec des informateurs qui n'auraient été que des aides et auxiliaires externes. Il donne l'exemple d'un savoir colonial juridico foncier qui a été créé avec la colonisation. Il explique que cette science dite « coloniale » constitue elle-même le produit d'une co-construction interactive entre les juristes

français et tunisiens, une alliance entre ces deux élites qui ont construit un savoir juridico-financier dans leur double intérêt. Ils ont alors réagencé, en les reformulant et en les métissant, à la fois les concepts fonciers du droit romain et de la pratique juridique tunisienne. De la même manière, les Turcs, du temps de l'empire ottoman avaient marié entre eux les droits hanéfite et le malékite pour créer une juridiction foncière avantageuse pour les citoyens. Une telle approche conduirait, selon le souligne Hénia, à « banaliser » l'idée d'orientalisme, en montrant que le changement ne se réduit jamais à la seule intervention de facteurs extérieurs venant gommer toute participation des acteurs locaux.

Enfin, les différentes participations à ce séminaire ont bien montré à quel point ces analyses du décalage entre le discours des orientalistes et leur réappropriation ou rectification par les indigènes viennent enrichir la question de l'écriture de l'histoire et la perspective historiographique dans sa forme transcendante de « projet de moi vers l'autre » selon les formules du philosophe Husserl.

Pierre-Noël DENIEUIL

JEUNESSE ET VIOLENCE SCOLAIRE AU MAGHREB

JOURNÉES D'ÉTUDES - Tunis - 8 et 9 mars 2011

C'est sur cette thématique, très souvent d'actualité dans les médias, que se sont retrouvés à Tunis les 8 et 9 mars 2011, à l'initiative de l'IRMC et du Laboratoire du changement social de l'Université d'Alger, une vingtaine d'enseignants-chercheurs, de jeunes doctorants et de professionnels du monde de l'éducation afin de confronter grilles de lecture et réalités de terrain. Plusieurs points forts ont émergé :

- le caractère pluridisciplinaire des approches retenues, les perspectives démographiques, sociologiques, anthropologiques ou historiques apportant chacune leur pierre à l'édifice ;

- la triangulation des sources et des outils (corpus statistique, questionnaires, entretiens, observations *in situ*), les paradigmes évoqués se référant à la mobilisation des ressources, aux analyses en termes de don et de contre-don ou, dans une visée plus critique, aux concepts de domination ou de légitimation ;

- des préoccupations d'ordre méthodologique (appréhension et mesure des types de délits, fiabilité des données recueillies dans le cadre de la problématique du *dark number*) et définitionnel (qu'entend-on précisément par violence, incivilités... ?)

- le souci de développer, dans une optique toquevillienne, une démarche comparative prenant appui sur diverses études de cas ayant trait à la Tunisie, à



© Quotidien national d'information, 21 Février 2010.

l'Algérie, à la Mauritanie, à la Libye ou à la France (Nord-Pas-de-Calais, Alsace).

Le programme de la manifestation était structuré en quatre grandes parties. Dans un premier temps, étaient proposés des éléments de cadrage portant sur la caractérisation des échanges et des face-à-face dans les cours de récréation, conçues comme espaces de jeu et d'opportunités (Tayeb Kennouche), sur la prise en considération de différents registres (physique, psychologique, verbal, symbolique) et de tout ce qui renvoie au subjectif, au ressenti ou à l'intentionnel (Hayet Moussa), ou bien encore sur le décryptage des spécificités socioculturelles (Mohamed Ahbiel) ou de la réception médiatique (Kenza Dali).

Après cet éclairage, place aux pratiques et aux représentations qui les sous-tendent. Les effets maître, classe et établissement occupent

ici une place centrale, de même que les mécanismes de sélection ou d'orientation, lesquels peuvent conduire à la construction de l'échec scolaire et à la réactivité des élèves, ces derniers s'efforçant de sauvegarder leur estime de soi, de nier dévalorisation et déclassement en renversant les stigmates dont ils sont porteurs (Dorra Mahfoudh). La perception de l'équité, est-il souligné, apparaît centrale. On retrouve dès lors les débats classiques autour des inégalités ou des injustices, certains privilégiant les références à la « galère », à la « frustration » ou aux « cultures sur macadam », d'autres témoignant de leur intérêt pour les travaux de Pierre Bourdieu, de Christian Bachmann ou de François Dubet, sans oublier les contributions de Amartya Sen, de John Rawls ou de Charles Taylor.

Troisième moment clé : l'examen du rapport à l'autorité, celle-ci impliquant respect et vivre ensemble à travers un jeu de consentements réciproques qui passe par la constitution d'attentes morales conjointes et par la transmission de savoirs reconnus (Bernard Jolibert). La « socialisation des jeunes générations », pour reprendre une expression qu'aimaient à employer Emile Durkheim ou Ferdinand Buisson, n'est pourtant pas chose aisée car on assiste de plus en plus à un « relâchement des valeurs », à un « affaiblissement des normes » ou à un « effacement de la mémoire familiale » (Nourredine Hakiki), les enquêtes réalisées par Saïd Ghedir dans le Constantinois et par

Amadou Sall au sein de la communauté pulaar de Nouakchott étant à cet égard très instructives. La question du pouvoir ou de la gouvernance va ainsi de pair avec celle des styles pédagogiques à promouvoir et, plus généralement, avec celle de l'articulation famille/école/société (Fazia Ferraoune).

Le dernier atelier, consacré aux dispositifs et aux politiques de prévention, a mis l'accent sur les processus de décrochage ou d'absentéisme (Fatma Mediouni), la situation dans les zones d'éducation prioritaires et le poids des contraintes organisationnelles (Gilles Ferréol), la fréquence et le degré de gravité de tel ou tel comportement (Ahmed Mainsi), le sentiment de culpabilité ou de désaffiliation (Toufik Bissekri), les dynamiques d'apprentissage ou les stratégies parentales (Pascal Politanski). Des tensions plus ou moins vives peuvent de la sorte se manifester entre particularismes et universalisme, centralisation et



© Zenaba.com, 8 février 2008.

territorialités, tradition et innovation, adaptation et réforme. Quelles que soient les réponses apportées, il ressort que ce n'est pas la multiplicité des actions entreprises qui est en gage de crédibilité ou d'efficacité mais la disponibilité et la qualité de l'encadrement, des règles du jeu clairement définies ainsi qu'une volonté d'explicitation, de cohérence et de concertation.

Ces Journées, on le voit, constituent une entrée de choix pour s'interroger sur le lien

social et la citoyenneté, la mixité et la sociabilité, la formation et les valeurs de responsabilité ou d'engagement... Autant de pistes qu'il conviendra d'approfondir cet automne à Alger avec comme « feuille de route » la nécessité :

- d'étoffer le matériau empirique (monographies, enquêtes longitudinales...);
- de faire montre de plus de technicité tant au niveau conceptuel que sous un angle plus méthodologique ;

- de bien décoder les discours, le plus souvent ambivalents, des différents protagonistes (lycéens, enseignants, personnels administratifs ou de surveillance, experts, décideurs publics...).

Les Actes de ce prochain colloque devraient faire l'objet d'une publication, sous forme d'ouvrage, au printemps 2012.

Gilles FERREOL

Sociologue, Université de Franche-Comté

DOCTORALES EN SHS : FORMATION À LA MÉTHODOLOGIE DE LA THÈSE ET À LA RÉDACTION D'ARTICLES

DOCTORALES - Sousse - 5 au 9 décembre 2010

L'IRMC a organisé à Sousse du 5 au 9 décembre 2010, en coopération avec le SCAC de l'Ambassade de France en Algérie, et en partenariat avec le consortium des universités de l'Est algérien ainsi que le CERES (Centre d'études et de recherches économiques et sociales) de Tunis, une session de formation doctorale à la méthodologie de la thèse et aux techniques de recherche, pour les doctorants enseignants universitaires. Cette session a rassemblé 30 doctorants (13 tunisiens, 11 algériens, 4 français, 2 mauritaniens), sous la tutelle de 8 encadrants (5 tunisiens, 3 français).

Dans le cadre du passage au LMD des universités tunisiennes et algériennes, la formation des doctorants issus de l'ancien système devient essentielle. La session s'est adressée à des enseignants universitaires inscrits en 3ème et 4ème année ou plus, qui occupent des fonctions d'enseignants (Ater, assistants, maîtres assistants) devant terminer rapidement leur thèse et avec, pour les doctorants algériens, nécessité de fournir un article scientifique à l'appui de leur dossier. Cette session doctorale s'est située en continuité de la précédente organisée en 2009 à Hammamet, et a intégré 12 doctorants de la première session, capitalisant ainsi les résultats antérieurs et assurant un accompagnement continu, mieux adapté aux besoins des étudiants.

Le stage a compris deux volets :

1. Un accompagnement théorique et méthodologique aux doctorants, afin de les aider à finaliser leur thèse.

2. Une formation en matière de rédaction d'article scientifique à partir de la thèse en cours.

Les interventions dans le cadre des séances plénières ont été axées sur les expériences de chercheurs confirmés concernant : les règles déontologiques de la recherche à l'heure des nouvelles technologies de l'information et de la communication ; la finalisation de la thèse ; la consultation des revues ; les techniques d'approche des revues et les enjeux de publication.



© Martine Hérin.

Les thématiques des sujets de thèse se sont avérées novatrices et au cœur des enjeux contemporains : l'aménagement et les périphéries des villes, civilités et développement durable, mobilités et migrations en Méditerranée, les nouvelles formes entrepreneuriales (centres d'appels), les enfants face à la mort (décès, orphelinat), les adolescents, les jeunes marginalisés, les maltraitements familiaux, la violence scolaire, le voile et les représentations du corps, publicité et société au Maghreb, Internet, les blogs et les réseaux de sociabilité étudiante.

Apports scientifiques. Une nouvelle formule d'école doctorale moins centrée sur des thématiques que sur des méthodologies. La confrontation pluridisciplinaire en SHS et le croisement des attendus métho-

dologiques entre : sociologie, anthropologie, démographie, géographie, histoire, psychologie, sciences politiques, droit et urbanisme.

Apport au doctorant. Prise de conscience de ses compétences et dépassement de ses blocages méthodologiques ; mise en situation de comparaison avec ses homologues ; meilleure inscription dans les réseaux internationaux de la recherche ; renforcement de la relation étudiant/encadrant, au travers de l'accompagnement d'enseignants chercheurs, réunis, c'est à souligner, bénévolement.

Apport organisationnel. La continuité et la capitalisation des expériences individuelles et collectives d'une session doctorale (2009) à l'autre (2010) ; la construction d'un savoir-faire technique et organisationnel sur la formation à la jeune recherche et qui peut être reproduit dans d'autres contextes.

Apport en matière de coopération. Une forme de coopération nord/sud passant par des rapports multilatéraux sur la région Maghreb et rassemblant l'IRMC à Tunis et le SCAC d'Alger, dans une action multipartenariale (France, Tunisie, Algérie, Mauritanie).

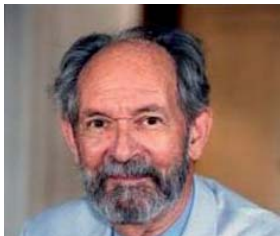
Ces journées s'inscrivaient dans une volonté de favoriser des espaces d'échanges euroméditerranéens. De telles expériences doctorales contribuent à la structuration d'un réseau international de futurs chercheurs et de leurs encadrants. L'expérience pourrait être étendue à d'autres institutions de recherche et réseaux universitaires du Maghreb, en s'appuyant notamment sur la vocation régionale de l'IRMC.

Pierre-Noël DENIEUIL

ANDRÉ RAYMOND, TÉMOIGNAGE SUR LE DIRECTEUR, L'ENTREPRENEUR ET L'HOMME

Quand, nommé chercheur au CNRS, j'arrivais à Aix en 1979, j'y fus généreusement accueilli par A. Raymond qui y enseignait depuis 1975. Son choix d'Aix à son retour de Syrie où il avait dirigé l'IFEAD (1966-1975) était sans doute motivé par l'existence d'un pôle d'enseignement et de recherches sur le Maghreb, le Monde arabe, l'Empire ottoman et la Méditerranée qui s'était progressivement construit aux lendemains de la seconde guerre mondiale et des décolonisations, autour – notamment – de quelques historiens de grand renom (R. Le Tourneau, R. Mantran, L. Golvin, G. Camps, J.-L. Miège, J.-Cl. Garcin, ...), de quelques laboratoires associés au CNRS (CRESM, LAPMO, GREPO, IHPOM, ...) et de quelques publications périodiques (Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, Revue Méditerranée, Annuaire de l'Afrique du Nord, Encyclopédie berbère,...). La venue d'A. Raymond devait cependant contribuer à une montée en puissance de ce pôle à la faveur de la création d'un institut fédératif limité aux mondes arabe et musulman en substitution à une institution plus large et moins intégrée, le GIS (Groupement d'intérêt scientifique) Méditerranée (qui avec d'autres ambitions devait renaître ultérieurement avec la MMSH). Prenant appui sur le CRESM dont il fut nommé directeur en 1984 par Maurice Godelier, alors directeur scientifique du département des SHS du CNRS, il devait en effet fonder en 1986 l'IREMAM qu'il dirigea jusqu'en 1989. En 1987, avec le concours de J. Leca, L. Valensi, ... il créait enfin

l'AFEMAM, une association visant à organiser à l'échelle nationale la communauté des spécialistes des Mondes musulmans pour en défendre le champ d'études face aux pouvoirs publics et en assurer une plus grande visibilité à l'échelle internationale, en dialogue avec d'autres associations nationales (MESA, BRISMES, ...). Tôt, dès 1988, il sollicita sa



mise à la retraite des universités françaises et il alla terminer sa carrière d'enseignant à l'Institute for Advanced Studies de Princeton (1988-1989). Jusqu'au bout de sa vie, jusqu'à l'épuisement de ses forces, il devait poursuivre ses recherches et entre 1988 et 2011 quasiment doubler le nombre des ouvrages de sa liste de publications.

D'autres que moi partageant sa discipline ont dit et diront son apport à l'histoire du monde arabe, confirmant sans doute le propos d'Albert Hourani, son maître oxfordien qui devait le reconnaître comme son égal. Je ne parlerai ici brièvement que du directeur et de l'entrepreneur de recherche que j'ai connu de près durant mon rattachement aixois : de 1980 à 1983 en tant que son adjoint à la ROMM puis en tant que chercheur au CRESM et à l'IREMAM qu'il dirigea successivement de 1984 à 1989, conservant par la suite un contact régulier

jusqu'aux derniers séjours qu'il fit à Tunis à l'invitation de l'IRMC, notamment pour l'écriture de *Tunis sous les Mouradites* paru en 2006. Je redirai ici pour l'essentiel ce que j'ai déjà écrit dans l'hommage que la REMMM lui rendit en 1990. Ceux qui ont connu A. Raymond à la fin de la période coloniale savent qu'il fut dans ses orientations cognitives et dans ses choix moraux de la trempe de son autre maître, Ch.-A. Julien. Homme de conviction, peut-être en partie à cause de cela, il fut aussi pour ceux qui ont eu à travailler avec lui ou sous ses ordres un homme exigeant à l'égard de chacun mais qui donnait lui-même l'exemple d'un travailleur acharné, méthodique et scrupuleux. Celui qui dirigea avec beaucoup d'autorité et d'ascendant diverses institutions savait, en grand entrepreneur, faire confiance aux individus, encourager les initiatives personnelles, laisser s'exprimer les talents, tout en les orientant aussi au bénéfice de la communauté ou de l'institution. Quant à l'homme privé, il cachait une grande sensibilité qui affleurerait parfois malgré lui. Au milieu des malheurs personnels qui ne l'ont pas épargné, il fit preuve d'une force morale exceptionnelle qui a impressionné ses amis et ses collaborateurs de l'heure. Au total, en ce qu'il fit comme en ce qu'il fut, A. Raymond laisse le souvenir d'un maître.

Pierre-Robert BADUEL
Politologue, CNRS

ANDRÉ RAYMOND, LES ÉTUDES ARABES EN FRANCE ET DANS LE MONDE PERDENT UN GRAND SAVANT

André Raymond s'est éteint le 18 février 2011 -un mois à peine après la Révolution tunisienne du 14 janvier- après avoir partagé, souffrant, la joie des Tunisiens. Avec lui, la Tunisie perd un grand ami fidèle, qui a lié son destin au sien.

En 1947, à vingt deux ans, l'engagement communiste du jeune agrégé le mène en Tunisie, où il a tenu à être nommé. Il commence sa carrière de professeur d'histoire-géographie au Lycée Carnot et se met à apprendre l'arabe. Soucieux de s'immerger dans son milieu d'accueil, il demande à enseigner au Collège Sadiki, où il prend position pour l'indépendance de la Tunisie, se démarquant des thèses communistes. Cette attitude courageuse lui vaudra des déboires avec les autorités d'occupation et des sanctions. Ce séjour engagé marque le début de l'attachement politique puis sentimental de l'humaniste Raymond à ce pays. Il sera suivi par un deuxième, au lendemain de l'indépendance (1957-1959), et de nombreux autres, toujours évoqués avec nostalgie.

Sur les conseils de son maître Albert Hourani, il fait ses premiers pas dans la recherche en préparant en 1954, un Ph D à

Oxford intitulé *British Policy Towards Tunis, 1830-1881*, au Saint Antony's College, travail resté hélas inédit. Sa thèse *Artisans et commerçants au Caire au XVIII^e siècle* (1972) marque un tournant dans l'historiographie du monde arabe moderne. Editée à Damas en 1974, elle est rééditée au Caire en 1999, où elle est traduite en arabe en 2005.

Féru d'archives, il a développé un goût de la précision et de la nuance qu'il a su transmettre à ses élèves, avec un esprit taquin toujours en éveil. Il a été un maître incontesté dans l'exploitation des documents manuscrits arabes envers lesquels sa quête de l'authenticité et de la rigueur était inlassable : toute information devait être vérifiée et nuancée à la loupe.

Ses travaux sur les villes arabes et leur dynamique socio-économique (notamment son interprétation des *waqfs*-habous) restent des références et des bases incontournables pour toute recherche dans le domaine.

Sa carrière de plus de trente ans dans les universités françaises (Bordeaux, 1959-1966 ; Aix-en-Provence 1975-1988) et étrangères marquera des générations d'historiens et le développement de la recherche sur les provinces arabes de l'Empire ottoman.

Par son « rigorisme scientifique », il a contribué à une connaissance du monde arabe, et, tout en évitant de s'engager dans la polémique sur l'orientalisme, participé à le dépasser. Cela lui vaudra un hommage solennel et une décoration au congrès du WOCMES tenu à Amman en 2006.

On ne peut terminer cet hommage sans s'arrêter sur les responsabilités et les activités du passeur entre les deux rives de la Méditerranée qu'il a toujours été, au sein de l'AFEMAM, à l'IREMAM (ex-CRESM) et des instituts français à Damas, au Caire et à Tunis. André Raymond a été en effet un « ambassadeur » de deux cultures, d'un côté comme de l'autre. A l'annonce de la création de l'IRMC à Tunis, il n'a pas hésité à y contribuer en publiant à Tunis l'édition critique et la traduction annotée des chapitres IV et V de l'*Ithâf Ahl al-Zamân d'Ibn Abî al-Dhiyâf*, 2 vol, 1994 (coédition Alif, ISHMN et IRMC). *Tunis sous les Mouradites. La ville et ses habitants au XVII^e siècle* publié à Tunis en 2006 et présenté à l'IRMC, n'est autre que l'expression du retour d'un chercheur à ses premières amours.

Khaled KCHIR
Historien, Université de La Manouba

Le présent dossier prolonge celui livré dans *La lettre* n° 5. Aux lendemains du 14 janvier 2011, il en ressortait des lectures « à chaud ». Certaines manifestaient l'intense émotion de « l'onde tsunamique » et du miracle de la liberté. Liberté de parler, d'écouter, de réinvestir l'estime de soi et le lien social affranchis de la peur. Plusieurs avaient voulu décrire ces « trente jours qui changèrent la Tunisie ». Ils y abordaient la place défaillante des élites, la « puissance révolutionnaire » des communications par Internet, le droit à la reconnaissance et à l'emploi, la voix des jeunes puis la « brise des steppes sur le littoral ». D'autres avaient commencé à anticiper les promesses de « la boîte de Pandore » et les défis à relever pour la révolution tunisienne.

Le dossier présenté ci-dessous s'inscrit dans la continuité du premier, mais dans un sens plus approfondi de l'analyse. S'y trouve toujours célébrée la joie intérieure de l'identité retrouvée et de la parole réhabilitée, en proie à la liesse mais aussi à l'angoisse de « la mort du roi » ou d'un « citoyen sans l'Etat ». Des textes prennent le temps de s'arrêter sur les prémices des événements, des révoltes de Gafsa au mythe de Bouazizi, puis sur leur déroulement, des slogans de la rue à la communication numérique des réseaux sociaux, du jeu des acteurs politiques aux stratégies des migrants puis d'une société solidaire confrontée à l'exode libyen. Enfin, le lecteur y trouvera des analyses édifiantes tant sur les modalités de la « rupture » révolutionnaire, que sur les défis à relever, et entre autres en matière d'inégalités socio-territoriales.

Pierre-Noël DENIEUIL

RÉVOLUTION DE L'OLIVIER EN TUNISIE

Texte extrait de la lettre adressée par l'auteur le 23 janvier 2011 à l'association Alfapsy (et à son président, Paul Lacaze), en remerciements de son soutien au peuple tunisien



J'étais particulièrement sensible à vos mots ainsi qu'à vos pensées de soutien et de solidarité avec la jeunesse et la population tunisienne de la Tunisie profonde, qui ont construit cette Révolution, ceci sans armes mais avec beaucoup de cran et de courage, face à une gouvernance dictatoriale qui se donnait comme rempart, comme exemple et modèle sécuritaire à suivre contre tout risque présumé "de désordre et de dérive terroriste".

Cette jeunesse et cette population de la Tunisie profonde a fait preuve d'une maturité politique et culturelle, s'adaptant à l'inexistence, au début, de tout cadre politique classique qui pourrait l'organiser, mais apte à user des moyens modernes de ce que l'on désigne de cyber-résistance... Cette jeunesse et cette population de la Tunisie profonde a dû offrir son lot de martyrs, hommes et femmes, tués pour une grande partie par des tireurs d'élite de la garde présidentielle, corps d'élite sous les ordres directs de Ben Ali et de son bras droit, le Général Ali Seriaty. Ce dernier a continué son massacre du peuple en vue de créer le chaos et de justifier la nécessité d'un rétablissement du même pouvoir sécuritaire, ou à défaut, d'une nouvelle gouvernance prenant son fondement à partir du même modèle de managements sécuritaires des idéologies.

Cette Révolution de l'Olivier, plutôt que du Jasmin (cette Tunisie profonde étant plus une région d'oliviers, de pommiers et de blé), vient à nous démontrer à tous que l'idéologie sécuritaire ne saurait constituer la base d'un mode de gouvernance (autre que fascisant et dictatorial) mais, comme le soulignait déjà Ibn Khaldoun, l'ancêtre de cette jeunesse tunisienne et de notre peuple, la sécurité se doit d'être un résultat, un aboutissement de l'exercice de la justice, dans le sens large de ce concept de *'Adl*, c'est à dire la justice dans la répartition des richesses, la justice dans la répartition des valeurs économiques dans le cadre des échanges des produits entre les cités et les campagnes, la justice dans l'exercice pour

chacun de ses droits et de ses devoirs. C'est dans ce sens qu'il affirmait "*al-'Adl assâs al-'Imran*" (la justice est le socle et le fondement de l'urbanisme).

En nous offrant cette Révolution, avec ce qu'il reste à faire pour la structurer et éviter sa manipulation et une éventuelle réorientation..., la jeunesse tunisienne, nos enfants ont créé l'évènement avec sa dimension régionale mais aussi universelle pour nous révéler à tous l'inefficacité, non seulement à long terme, mais même à moyen terme, de toute gouvernance qui se fonde sur les managements sécuritaires des idéologies, contrairement à ce que pouvait en penser Michèle Alliot-Marie à partir d'une France oubliée des mécanismes et facteurs ayant engendré la Révolution française et la Commune de Paris (voir *l'histoire de la*

C'est en ce sens que l'on peut comprendre aussi le silence de tous les gouvernements européens, qui adhèrent en partie au manquement sécuritaire des idéologies comme mode de gouvernance en Europe même, ceci dans leur gestion de la crise économique et de la crise de société en rapport avec l'absence de justice sociale dans la répartition des richesses et avec, chaque fois, la désignation de l'immigré comme s'il était responsable de la crise du capitalisme financier en Europe, et de l'injustice sociale caractérisant (de l'aveu de tous les économistes) la gestion de cette crise.

Cette Révolution a déjà engendré en Tunisie l'émergence d'une extraordinaire liberté d'expression. Nous commençons à assister à des débats particulièrement riches, même si les animateurs de ces débats éprouvent encore beaucoup de difficultés et de savoir-faire dans l'animation de ces concertations de groupe. Mais, et c'est l'apport de cette Révolution, ils finiront par acquérir plus de professionnalisme. Quoi qu'il en soit, quelqu'un me disait au cours d'un entretien : "vous ne pouvez pas savoir ce que c'est la "Hogra" (le mépris doublé d'une indifférence), il faut la vivre pour le savoir...". Et encore hier, mardi matin, Mr. X... me parlait quant à lui, comment toutes ces manifestations dans les rues de Tunis, comment la gestion des problèmes de sécurité dans les quartiers par des comités de quartiers, cela lui faisait peur et réveillait par moments son angoisse, mais ceci sans panique, au contraire, ajoute-t-il, "je me sens bien, je sens la "Fokhra" (la fierté) ; je me sens fier d'être Tunisien quand, à la télévision, je vois à travers différentes chaînes des manifestations de soutien à la Révolution tunisienne".

A travers ces discours, cette Révolution a apporté aux Tunisiens les moyens de surmonter la Hogra ainsi que l'insoutenable étrangeté de se ressentir étranger, comme l'aurait dit Tawhîd dans *Ghorbat al-Gharîb* (L'Etrangeté de l'étranger), de se ressentir étranger dans sa propre demeure, auprès des siens, et étranger même dans et à son propre corps.



© France Info, 27 janvier 2011.

Révolution française par Louis Blanc, ouvrage qu'on a tendance aujourd'hui à refouler sinon à forclorer).

C'est aussi en ce sens, mais à un autre niveau que l'on peut comprendre le discours de Kadhafi qui nous priait de l'écouter quand il clame que son ami Ben Ali demeurerait le mieux placé pour gouverner la Tunisie jusqu'à 2014, si ce n'est à vie. Mais, du point de vue des peuples, on comprend que les populations maghrébines et arabes ont organisé et organisent encore des manifestations de soutien pour notre jeune Révolution, au moment où les gouvernements arabes demeurent silencieux.

Cette Révolution a apporté et nous apporte, à nous autres Tunisiens, la Fokhra, la fierté, de réhabiliter notre identité, de réhabiliter notre corps, de réhabiliter notre demeure, notre environnement, notre culture et notre histoire, ceci pour nous réapproprier un discours historicisé et historicisant, ouvert sur autrui, acceptant la différence par elle-même comme source d'enrichissement.

Je ne peux que remercier la jeunesse

tunisienne et, parmi eux, mes propres enfants et petits enfants de m'avoir offert de renouer avec une flamme de militantisme, que j'avais depuis l'âge de 10-12 ans et que je croyais éteinte à jamais. Je les remercie de m'avoir offert aussi de vivre, avec eux, ces moments glorieux sans avoir à prendre la place qu'ils ont conquise, au prix quand même d'une centaine de martyrs, sans compter les blessés, surtout parmi la

population de Sidi Bouzid, de Thala, de Regueb et de Kasserine. Mais, restons ensemble tous vigilants pour préserver la dynamique évolutive de nos acquis, et pour éviter les dérives dogmatiques quelles qu'elles soient et, encore plus, pour éviter les dérives sécuritaires.

Essedik JEDDI

Neuropsychiatre et psychanalyste, Tunis

PREMIERS « MOMENTS » RÉVOLUTIONNAIRES

De Gafsa à Sidi Bouzid

On situe généralement l'acte de Bouazizi comme le déclencheur de la révolution tunisienne, en réponse à la marginalisation, à l'injustice et au chômage. Révolution des chômeurs, dont les jeunes ont pris le flambeau, guidés par une volonté de liberté, de dignité et de droit de vivre. Disons plus objectivement que cette révolution a connu deux foyers de déclenchement.

Avant Sidi Bouzid, il faut mentionner les protestations du bassin minier du phosphate à Gafsa en 2008. Les habitants de la région y ont manifesté durant six mois sans que leur action n'ait pu trouver un écho sur le plan national. Ce mouvement de bassin minier visait à lutter contre la situation de chômage croissante dont souffrent les jeunes de la région de Gafsa. Il dévoilait la réelle situation économique et sociale de marginalisation et de pauvreté des citoyens dans une région supposée être riche. Le fait que l'État ait négligé les demandes des protestataires a contribué à politiser le mouvement ainsi passé d'une demande d'emploi vers un mouvement politique contre la gouvernance de Ben Ali et contre la fuite de l'argent de Gafsa hors de l'activité minière. Puis est intervenu le mouvement politique des syndicats et de l'UGTT (l'Union Générale Tunisienne du Travail) visant à abattre une dictature coupable de vol. Il y a eu alors la flambée des slogans réclamant un pays sans Ben Ali. Il s'en est suivi une guerre locale, entraînant victimes et crimes, entre la police et les citoyens de différentes délégations du gouvernorat. A cette époque, une majorité de tunisiens n'était pas au courant de ce qui passait dans la région, voire n'avait pas entendu parler du mouvement du Bassin minier. Les médias tunisiens, contribuant à dissimuler le mouvement, avaient occulté ces manifestations en déclarant seulement quatre meurtres dénoncés comme étant à l'origine des émeutes et comme commis par des irresponsables auteurs de troubles et menaçant la sécurité... Cette voix de dignité issue du bassin minier, avait été éteinte sous l'usage de la violence et de l'agressivité de la police.

Ces protestations qui ne s'étaient pas achevées en 2008, sont réapparues lors de la déclaration du décès de Bouazizi, dans les gouvernorats de Kasserine, Sidi Bouzid et Gabes. À ce moment là, le mouvement n'était pas encore répandu sur tout le territoire tunisien, et il fut porté par des élites dont les avocats témoins de toutes les corruptions et les criminalités de la famille présidentielle ainsi que de l'usage des armes par la police tunisienne durant les manifestations. Tel fut le début de cette grande éruption volcanique des tunisiens de tout âge et catégorie socioprofessionnelle, guidés par leur patriotisme, leur amour du pays et leur solidarité.



© toprevolution.blogspot.com/

Qui sera le martyr ?

Dès le déclenchement des protestations révolutionnaires, l'acte de Bouazizi a été considéré comme le flambeau de la révolution, son nom a été scandé par tous les tunisiens comme celui du héros du pays, du sacrifice de la liberté, annonciateur du retour au droit de tout être social : avoir du travail, une vie digne et devenir respecté. L'on sait de ce héros qu'il était un vendeur ambulancier de légumes, appartenant à une classe sociale défavorisée et ayant grandi dans un milieu marginalisé situé à Sidi Bouzid au centre ouest de la Tunisie. Il a été sacralisé comme une victime de l'ancien régime de Ben Ali, des inégalités sociales, du chômage, du détournement économique, de la censure des libertés d'expression suite à la gifle reçue d'une femme membre de l'équipe de contrôle municipal, symbole de l'injustice incontournable du pouvoir gouvernemental.

Depuis le 17 Décembre, personne ne savait où se trouve Fédia Hamdi la femme qui a giflé Bouazizi. Il a fallu attendre le mois de Mars pour découvrir qu'elle était prisonnière depuis le début de la révolution, observant une grève de faim afin d'être présentée rapidement devant le tribunal. Plusieurs mouvements solidaires ont voulu défendre cette femme sous le motif que sa gifle n'était qu'une réaction pour se protéger face à l'irrespect des paroles scabreuses utilisées par Bouazizi. Outre l'acquiescement rendu le 19 avril par le tribunal, pour une gifle qui n'aurait pas été donnée, Fédia vient en outre d'obtenir un nouveau statut et une nouvelle appellation : « le martyr est encore en vie ». L'interprétation des faits prend désormais un nouveau sens : lors du « moment révolutionnaire », ils étaient considérés comme une réponse à la dictature de Ben Ali et au système politique abusif ; par la suite, ils ne deviennent que la réponse d'une faible créature n'ayant pas trouvé d'autre moyen de se défendre face à une violence verbale, que celui d'une gifle qui a été « représentée » comme la cause de la révolution. Gifle « construite » par les représentations sociales, et finalement infirmée par la confrontation des témoignages.

On constate ainsi la manipulation par une action de politisation d'un incident qui a abouti à la chute d'une dictature et à la légitimité révolutionnaire d'un vendeur de légumes, aboutissant à la dépolitisation et à la stigmatisation d'une réaction conduite par l'instinct protecteur d'une femme devant des provocations blessantes. Il s'agit d'une lecture des faits, et d'une transformation des rôles par la domination d'un groupe social ayant une influence majeure au nom de la voix du peuple. Sous cette instrumentalisation politique des mots et des faits, sera-t-il possible de relever la vérité ? Bouazizi demeurera-t-il le martyr de la Tunisie ou bien, avec la réhabilitation sociale de Fédia Hamdi, sa situation changera-t-elle de celle d'un martyr vers celle d'un simple homme mis en défaut ?

Amira MOKDED

Etudiante en Master, ISSHT, Tunis

DES RÉVOLTES DE GAFSA À LA SITUATION RÉVOLUTIONNAIRE

La formule « révolution de jasmin » s'est très rapidement imposée chez les commentateurs pour qualifier les protestations qui ont précipité la chute du régime de Ben Ali. Déjà employée pour qualifier le « coup d'Etat médical » de Ben Ali en novembre 1987, l'expression reflète bien le mythe exotique d'une Tunisie de la modération, de la négociation et du compromis. Toute une série de stéréotypes développés ici et là démontrent une incapacité à saisir les dynamiques sociopolitiques affectant le pays depuis de nombreuses années. D'où d'ailleurs une tendance à valoriser les explications de type « spontanéiste » et « conspirationniste », comme si la révolution tunisienne était le fruit de l'activisme cyber-militant (mythe de la révolution Facebook), d'intrigues au sommet entre militaires et « colombes » du régime (mythe de la révolution de Palais) ou encore d'une intervention étrangère discrète (mythe de la « révolution orange » orchestrée par les Etats-Unis). De telles explications ont probablement une part de vérité. Toutefois, elles ont tendance à entretenir le cliché d'une apathie politique généralisée et corrélativement à euphémiser les formes de résistance populaire et de contre-conduites, voire de dissidences¹, dont les manifestations visibles ne sauraient se limiter aux événements de l'hiver 2010-2011 mais qui renvoient à une temporalité bien plus complexe.

Une telle démarche nous incite à réviser la chronologie médiatique de ladite « révolution » et à penser les dynamiques protestataires à l'œuvre dans la société tunisienne ces dix dernières années, conduisant à un épuisement progressif des sources de légitimité du régime Ben Ali² et à un grippage de ses modes de contrôle social, dont la répression policière ne constitue qu'un registre parmi d'autres. En effet, si le phénomène de peur était bien présent dans la population, il n'a pas empêché, le développement d'actes isolés de désobéissance, les critiques larvées des « familles » au pouvoir coïncidant avec un moindre engagement lors des cérémonies officielles comme, par exemple, les célébrations du 7 novembre, commémorant le « coup d'Etat médical » de Ben Ali. Mais ce qui est davantage significatif des dernières années du régime, ce sont les actions collectives de contestation d'une ampleur inédite sous Ben Ali, dont les protestations du bassin minier de Gafsa en 2008 sont l'épisode principal³.

En effet, depuis les révoltes de 1984, la Tunisie n'avait pas connu de mouvements sociaux aussi importants. A partir du 6 janvier 2008, suite à l'annonce des résultats d'un concours de recrutement de la

Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG), des habitants des principaux villages et villes des centres miniers de la région du sud-ouest tunisien se sont massivement engagés dans une série d'actions de protestation qui ont duré plus de six mois, abouti à des centaines d'emprisonnement et fait des dizaines de blessés et trois morts. La dénonciation du mode népotique d'attribution des postes de la CPG avait réuni un nombre important de chômeurs (diplômés ou non), de leurs familles, en bref de « militants » ad hoc de tous bords. Dans la région de Gafsa, ce ne sont pas des ouvriers, comme il a été parfois dit, mais bien une majorité de « jeunes » pour la plupart sans emploi qui se sont mobilisés.



© Manifestation à Redeyef, dans la région minière de Gafsa, juin 2008. D.R.

Les mobilisations à Gafsa sont « ancrées » dans des raisons d'être, des modes d'énonciation et des relations socio-économiques spécifiques à la région minière. Mais simultanément l'analyse de ces révoltes⁴ et de celles qui vont leur succéder dans d'autres régions de l'intérieur du pays, permet de mettre en exergue les traits saillants de ces protestations fort éloignées des registres militants des activistes des droits de l'homme de la capitale : un registre de dénonciation contre la corruption, une détermination contre la fatalité du chômage, une mobilisation surtout de jeunes déclassés et une action collective peu institutionnalisée, en tout cas en décalage avec la classe politique d'opposition et la direction de la centrale syndicale.

Un double clivage socio-territorial et générationnel caractérise ces actions collectives. Une géographie politique et économique rapide de la Tunisie montre que la carte des disparités socioéconomiques se superpose à la « carte protestataire » de ces dernières années. Dans les régions paupérisées du bassin minier de Gafsa dans le sud-ouest dès 2008, dans le sud-est à Ben Gardane en août 2010, dans la région agricole de Sidi Bouzid en décembre 2010, ainsi qu'à Kasserine dans le centre ouest du pays en janvier 2011, se sont déclenchés de forts mouvements protestataires. Ces

mouvements, les données tangibles sur lesquelles ils reposent et le sentiment de paupérisation qu'ils expriment, dévoilent ce que la Tunisie du « miracle économique »⁵ élude : les disparités régionales, la marginalisation économique et sociale de pans entiers de la population, exclus du système de protection car exclus des circuits de l'emploi. Mobilisations de ces régions paupérisées donc, mais aussi actions protestataires de jeunes animés par un profond sentiment de déclassé social et d'indignité.

En effet, lors du « moment révolutionnaire » qui a vu la fuite de Ben Ali, les acteurs protestataires sont majoritairement des « jeunes » de quartiers populaires. Ils sont pour la plupart chômeurs ou occupent des métiers jugés dévalorisés et pénibles : ouvriers à l'emploi non durable dans les sociétés sous traitantes de la CPG, contrebandiers de Ben Gardane se battant contre les aléas d'une économie de survie dépendant des douaniers, diplômés des universités face à la précarité de leur travail dans les centres d'appels des grandes villes, « garçons du quartier » éternels adolescents passant leur journée dans les cafés, « tenant les murs »⁶ et condamnés à une économie de la débrouille au quotidien. C'est cette jeunesse humiliée qui a été le moteur des mouvements de contestation contre le régime.

Amin ALLAL

Politologue, doctorant, IEP Aix en Provence, Université de Nice

1. Michel Camau, 2008, « Tunisie : vingt ans après. De quoi Ben Ali est-il le nom ? », *L'Année du Maghreb*, Paris, CNRS-Editions, 507-527.
2. Vincent Geisser, 2008, « Tunisie : la question sociale à l'assaut du régime », *L'Encyclopédie de l'état du monde*, Paris, Éditions La Découverte.
3. Amin Allal, 2010, « Réformes néolibérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire. Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008) », *Politique africaine*, n° 117, 107-125.
4. Larbi Chouikha et Vincent Geisser, 2010, « Retour sur la révolte du bassin minier. Les cinq leçons politiques d'un conflit social inédit », *L'Année du Maghreb*, Paris, CNRS-Editions, 415-426.
5. Béatrice Hibou, 1999, « Tunisie : le coût d'un miracle économique », *Critique internationale*, n° 4, 48-56.
6. Amin Allal, 2010, « 'Avant on tenait le mur, maintenant on tient le quartier !' Germes d'un passage au politique de jeunes hommes de quartiers populaires lors du moment révolutionnaire à Tunis », *Politique africaine*, n° 121, 53-67.

LA RÉVOLUTION TUNISIENNE, UN MIRACLE DES TEMPS MODERNES

Toute analyse sereine, déchargée de conduits idéologiques ou de perceptions anthologiques de la révolution du 14 janvier 2011 laisse percevoir un certain nombre d'événements qui échappent à l'ordre du rationnel, aux scénarios prospectifs, voire même aux aspirations politiques des partis de l'opposition et des syndicats contestataires. C'est ce qui s'est produit : abattre une dictature, l'humilier, défaire tous ses symboles par des anonymes, par une dissidence informelle, par une jeunesse inattendue qui a fait tache d'huile au milieu des syndicats ouvriers régionaux tout particulièrement dans les régions oubliées, une jeunesse qui s'est emparée d'internet sans demander l'autorisation à quiconque, une jeunesse qui a inventé « Dégage », un slogan inimaginable quelques semaines auparavant. C'est ce qui a poussé l'opinion publique à se retourner soudainement contre le parti au pouvoir, le RCD, élargissant ainsi la sympathie à tous ceux qui luttèrent pour la démocratie. Par ailleurs, l'organisation d'une résistance implacable partout, dans les quartiers, dans les villages et dans les villes a complètement transformé le comportement de la société vis-à-vis de la peur et la servilité.

C'est dans cette atmosphère que le régime politique de Ben Ali a été secoué par un mouvement populaire, massif qui affichait au départ des idéaux humanistes, « dignité et justice »

N'est-ce pas là un miracle ? Certes d'aucuns diront à raison que cette révolution s'inscrit dans l'histoire, en étant la résultante de plusieurs combats et sacrifices assumés par des dizaines de syndicalistes et d'opposants politiques tout au long de la dictature de Ben Ali. Cependant, cette approche historique classique exclut en

grande partie la dimension extraordinaire, miraculeuse d'un tel mouvement pour les raisons suivantes :

- Malgré tous les moyens répressifs dont dispose le pouvoir, le rapport de force n'a jamais été en faveur de ce dernier tout particulièrement après les funérailles du jeune Bouazizi qui s'est immolé à Sidi Bouzid :



© canalstreet.canalplus.fr/arts/news/la-revolution-tunisienne-est-sur-les-murs-aussi.

- La marche des régions sur Tunis est une première dans l'histoire du mouvement social depuis l'indépendance.

- La résistance dans les régions comme dans la capitale s'articulait autour de deux principes : l'autonomie de décision par rapport aux mouvements politiques structurés, et l'engagement collectif de tous les acteurs de la révolution.

- La volonté des manifestants et des résistants d'affronter à tout moment la milice du parti au pouvoir.

- L'impératif politique accompli, qui exige que face à un régime où l'idéologie, la décision, la coercition, le capital, les médias demeurent monopolisés ouvertement par un dictateur et sa famille, seul un soulèvement populaire généralisé soit en mesure de le chasser, l'écrasante majorité des tunisiens ayant participé d'une manière directe ou indirecte au soulèvement.

- Enfin, la résistance s'est trouvée face à une armée faible, désorientée mal préparée, décapitée de ses chefs, tenue à l'écart et isolée par Ben Ali lui-même. En réalité, l'armée tunisienne n'avait ni les moyens humains, ni la logistique nécessaire lui permettant d'affronter la population. Sa neutralité affichée est en fait une forme de revanche contre celui qui l'a humiliée pendant 23 ans, le général Ben Ali issu de ses propres rangs.

Tous ces éléments réunis et en y ajoutant l'éclosion de la chanson contestataire et l'émergence d'un humour pertinent ridiculisant le régime avant même sa chute ont largement contribué à la construction du miracle du 14 janvier.

En conclusion, la révolution a chassé beaucoup plus qu'un dictateur. Elle a mis fin pour le moment à une idéologie populiste maléfique, rituel initié par Bourguiba qui consiste à faire croire à la population que le régime est immuable, éternel, plébiscité par le monde entier... Le miracle s'arrête là.

Aujourd'hui la question est de savoir si cette révolution « miraculeuse » sera en mesure de mettre à profit son génie pour réaliser la démocratie et la justice sociale... Rien n'est moins sûr : le miracle n'a jamais été un argument historique et politique irréversible. Le principal facteur de prudence est la faiblesse sociale et intellectuelle du mouvement démocratique lui-même. Quant à la seule certitude que nous pouvons avancer, c'est qu'aucune solution idéologique globale n'est en mesure de l'emporter à elle seule en Tunisie, parce que la transition démocratique est avant tout la construction d'une société civile avec tous ses différents liens sociaux, culturels, économiques et politiques.

Attention, le miracle ne se produit qu'une seule fois.

Ridha TLILI

Historien, Université de La Manouba

QUAND DIRE C'EST FAIRE : LA RÉVOLUTION TUNISIENNE, UN ÉVÈNEMENT DE LANGAGE FAIT L'HISTOIRE

« C'est le langage qui fait de l'homme un animal politique, [...] les mots justes trouvés au bon moment sont de l'action [...] seule la violence brutale est muette »

Hannah Arendt

Au moment où les Tunisiens commencent à parler le langage des partis et des élections, il est bon de rappeler les énoncés de la révolution, ce premier réveil arabe pour la liberté qui a résonné dans toute la région et où les mots clés de ses slogans furent répétés. Initiée par une jeunesse que l'on croyait apolitique, cette révolution a d'abord montré la vertu performative du langage, sa capacité de transformer par le simple fait de dire une situation politique longtemps considérée comme le destin de certains peuples à vivre sous la tyrannie. Aussi, la théorie du langage comme action ne trouvera pas meilleure



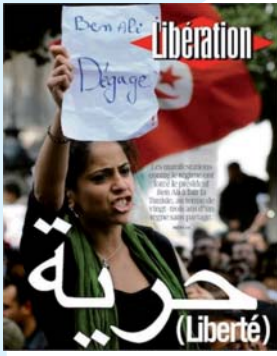
© source : facebook merci le peuple ! merci facebook.

illustration que dans les propos de Hannah Arendt, et la théorie du clash de civilisations plus juste démenti que dans les mots des

slogans qui ont secoué la Tunisie et d'autres pays arabes dix ans après les événements de septembre 2001.

La révolution comme événement de langage et événement politique

Ecrasés sous une chape de plomb de silence pendant 23 ans, les Tunisiens ont accompli une révolution qui a abattu l'une des dictatures les plus sévères de notre temps avec pour seule arme le langage. Brève, pacifique, sans leaders, sans partis, la révolution tunisienne a réuni toutes les classes sociales autour de slogans qui ont catalysé la haine d'un régime policier et



© Revue Libération, Liberté - Actualités et médias, n° 9229, 15 janvier 2011.

corrompu. Lorsque le mur de la peur est tombé, la parole s'est libérée. Et c'est cet événement de langage qui a constitué en même temps un événement politique. C'est

une révolution qui a opposé à la répression policière la performance langagière. Des mots longtemps tus, censurés ont été criés à haute voix dans les manifestations, écrits sur les pancartes et sur les murs de la ville après avoir été écrits sur les murs de Facebook où l'on a pu voir et entendre ce qu'on n'osait pas se dire à soi-même. Ce fut une révélation : l'impensable devient dicible et communicable.

Facebook est remercié pour sa contribution à la victoire. Il a anticipé et valorisé le regroupement, la manifestation qui rend au peuple son autonomie en la lui manifestant.

La révolution « pour la liberté et la dignité »

Alors que l'information officielle avait

déclaré que l'immolation par le feu de Bouazizi était un « fait divers », la population a mis en mots cet acte comme une déclaration politique, un appel pour dénoncer une vie sans dignité et sans liberté où le citoyen réduit à rien s'anéantit. Les mots qui furent répétés durant les manifestations étaient : « *shoghl, horryya, karama wataniyya* » (emploi, liberté et dignité de citoyen), des mots justes qui ont sonné l'heure de parler pour tout un peuple humilié par la peur et l'absence de liberté. Le mot « emploi » a une connotation politique avant tout. Il dénonce la corruption et l'inégalité de la répartition des richesses. Il est glosé par cette précision : « Ce n'est pas une révolution des affamés ¹ » que nous voyons sur cette image. Nous ne sommes plus dans le cycle des révoltes du pain, comme le souligne l'un des plus célèbres slogans de la révolution : « *Khobz w mé w ben ali lé* » (du pain, de l'eau et pas de Ben Ali). « Emploi » Ce mot a fini par trouver son sens intégré dans les mots de « liberté » et « dignité » qui sont les seuls marqueurs linguistiques de la révolution tunisienne et ses repères fondateurs : des valeurs universelles. Point de référence à l'islamisme, ni à l'impérialisme, ni au panarabisme.

C'est cette nouveauté dans les mots des slogans des révolutions arabes qui a surpris. Le quotidien français *Libération* a signalé cette nouveauté dans la couverture de sa

livraison du 15 janvier 2011 par le mot « *horrya* » écrit en arabe et en grands caractères sur une photo de la manifestation de la veille qui a chassé Ben Ali du pouvoir. Sans doute pour la première fois, le mot « liberté » en arabe donne-t-il à voir, dans la lettre que les Tunisiens commencent à écrire avec ce mot, une nouvelle page de l'Histoire ². Après eux, au Caire, à Sanaa, à Damas, ... les jeunes se sont soulevés pour exiger le départ de leur gouvernant en scandant : « *Horrya* », ou « *ashaab youreed isqat an-nidham* » (le peuple veut la chute du régime).

La thèse du clash de civilisations peut-elle encore résister ?

Nabiha JRAD

Linguiste, Université de Tunis

1. Jacques Chirac, lors de sa visite officielle à Tunis en 2003 avait déclaré « Le premier droit humain est celui de manger » pour vanter le miracle économique de la Tunisie, crédo de tous ceux qui défendaient le régime.
2. Certains observateurs se sont empressés de penser que la démocratie peut s'exporter par les mots. « Dégage » « un mot français pour une invitation à la démocratie ». Le Monde. Mensuel Numéro 13. Février 2011. En réalité c'est un mot que la mémoire collective a réactivé pour revendiquer la liberté et la souveraineté du peuple, d'où le symbole du drapeau et de l'hymne national dans cette révolution vécue comme une seconde indépendance voire l'indépendance réelle comme l'ont affirmé les révolutionnaires.

FACEBOOK, UN OUTIL D'IDENTITÉ POUR LA RÉVOLUTION

Internet offre de plus en plus de services aux particuliers, aux entreprises, aux associations et aux acteurs sociaux de différents âges et catégories sociales. L'utilisation du réseau numérique y est devenue un moyen de participation sur le mode de l'éventuel et du virtuel. A ce propos, qu'est ce que facebook ? Quelle a été la portée de ce réseau social sur la révolution tunisienne ?

Sur facebook on crée un compte, une liste d'amis, un profil, on y multiple les données personnelles sur sa page de démarrage. Chaque utilisateur, à partir des informations rentrées dans son profil, y gère une véritable « identité numérique » qui intériorise son « identité individuelle » et favorise l'identification de soi dans la contribution à un champ social virtuel. Chaque site possède un espace de reconnaissance sur lequel chaque membre peut inviter un nouveau contact et ainsi accroître les réseaux des nouveaux adhérents du site visité.

Facebook constitue un espace de soulagement pour extérioriser nos idées, nos émotions, nos attitudes, nos envies, tout ce qui constitue nos identités duales et assemblées. Bref, une identité plutôt schizophrène entre la réalité sociale qui impose un contrôle de l'expression sur des sujets interdits tels les sujets politiques, et

une réalité personnelle par laquelle l'utilisateur dévoile et construit sa nouvelle conception de soi dans la réflexivité sociale et sa validation par autrui. C'est dans cette même expérimentation de soi, que l'on observe la vie des autres, et que l'on se positionne par rapport à leur existence.

Facebook a joué un rôle important dans le contexte tunisien. Tout d'abord par les photos qui ont été prises de Bouazizi en train de se brûler devant la municipalité, images partagées sur facebook par son cousin, et ayant un pouvoir d'influence. Cet incident, historique dans le cadre de la progression des révoltes de jeunes dans les différents gouvernorats, a renforcé l'exaspération et la colère envers l'Etat dictateur. Le courant de manifestation a commencé à prendre de l'ampleur grâce aux vidéos enregistrées par des téléphones mobiles et partagées sur les

pages du réseau social. Facebook est ainsi devenu un vecteur de circulation d'une information qui échappait au contrôle des autorités, plateforme d'échange qui a libéré la parole et mobilisé les énergies.

Facebook a été aussi un moyen de coordination d'actions collectives telles les manifestations. Il a de même constitué un outil puissant pour contourner les barrières mises en place par le pouvoir afin d'empêcher les médias étrangers de couvrir les événements. Les vidéos filmées sur le terrain et diffusées sur Facebook ont été massivement exploitées par les télévisions étrangères (France 24 et Aljazeera) pour relater les faits sur le terrain et informer l'opinion publique internationale et nationale sur l'évolution de la situation.

Enfin, facebook est devenu un exutoire des jeunes tunisiens dans l'intention de s'exprimer et de publier des vidéos, des photos voire des citations personnelles. Il s'est agi de dépasser un monde contrôlé et interdit pour s'ouvrir à un autre monde, virtuel, auquel il est possible de s'identifier plus librement afin de réaliser notre propre liberté, liberté d'expression et de pensée, en vue de construire une nouvelle Tunisie.



© nawaks.blogspot.com/2011_02_01_archive.html

Sihem TALBI

Étudiante en Master, ISSHT, Tunis

QUELLE PORTÉE DES RÉSEAUX SOCIAUX DANS LE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE ?

La révolution tunisienne, cette révolution de la dignité, venue suite à un ras-le-bol du peuple et à sa décision de vaincre sa peur a été également le fruit d'un concours de circonstances, dans lequel Internet a joué un rôle prépondérant. Les postures scientifiques et journalistiques qui se sont exprimées sur le rôle à jouer d'Internet dans le « printemps arabe » se sont révélées contrastées voire dichotomiques. D'une part celles qui attribuent au réseau des réseaux un rôle central dans les révolutions et vont même jusqu'à dire qu'il s'agit de révolutions 2.0. Et d'autre part celles qui condamnent et considèrent les premiers comme des cyber-utopistes, comme le fait Evgeny Morozov, un exilé biélorusse aux Etats-Unis, dans son livre récent au titre évocateur : *The Net Delusion* (l'illusion du Net). Il apparaît que si les réseaux sociaux n'ont pas « fait » la révolution, ils ont toutefois contribué à la porter, dans un contexte historique et des structures sociales données, au travers des expressions physiques de désarroi et de contestation populaires. Ces réseaux sociaux sont devenus un « territoire libéré » pour les jeunes Tunisiens, un pays virtuel où se disait et se montrait tout ce qui pouvait déplaire au régime de Ben Ali.



Du « terrain » aux réseaux sociaux. Devant la censure, le déficit d'informations fiables et en l'absence d'une couverture réelle des événements par les télévisions nationales et internationales (mis à part quelques médias arabes dont *Aljazeera*), les Tunisiens, munis de leurs téléphones portables, ont tout filmé et posté sur Internet depuis l'immolation de Mohamed Bouazizi : des émeutes de solidarité avec ce jeune, en passant par les manifestations et répressions et jusqu'aux blessés et morts, premières victimes de Kasserine. Ces informations ont été relayées par les internautes, usagers de Facebook, Twitter et autres sites et réseaux. A partir des *smart phones* avec Internet 3G, d'une connexion à domicile ou depuis les *publinets* du quartier, la circulation des vidéos a contribué à rehausser le mécontentement et à mobiliser les masses. Leur reprise et diffusion en masse par les

télévisions internationales notamment *Aljazeera* et *Al Arabia* leur a donné un véritable écho populaire.

La mobilisation des cyberactivistes. La divulgation par WikiLeaks de documents confidentiels de la diplomatie américaine sur la Tunisie, de même l'attaque des sites officiels du régime et le blocage de la machine étatique par le Groupe de Hackers *Anonymous*, afin de protéger cet espace de résistance de la cyberpolice, ont peut être



© Jonathan-Simon Sellem – JSSNews

renforcé le rôle d'Internet comme pierre angulaire du processus révolutionnaire. De nombreux jeunes indépendants, actifs de la société civile et cyberactivistes, se sont mobilisés sur le net. Une dizaine d'événements et de pages facebook (appel à manifester, appel à grève régionale puis à grève générale le 14 janvier) ont été créées sur le réseau social. « Tout est passé par Facebook », témoigne une Tunisienne au site *Nouvelobs.com*, où le slogan « Partager nous sauvera » s'est érigé en règle. Quant à Twitter, il a servi pendant les « manifs » d'outil logistique pour les manifestants. Ils s'en sont servis pour envoyer des tweets indiquant les rues bloquées par les forces de l'ordre et proposant des itinéraires alternatifs pour encercler le ministère de l'intérieur le 14 janvier.

Un nouveau support de la communication. Au lendemain du 14 janvier, le rapport à sens unique télévision-Internet a cédé la place à un rapport de va-et-vient, d'interactivité et d'interconnexion entre les différents supports médiatiques. Internet servait auparavant de relais entre les médias : on y trouvait des extraits ou des émissions entières de télé, de radio, des articles de presse. Internet est devenu aujourd'hui la source privilégiée de l'information. Le gouvernement de transition formé par Mohamed Ghanouchi a créé les pages facebook du premier ministre, du ministère de l'intérieur, du ministère des affaires étrangères. Le même Mohamed Ghanouchi, a accordé une interview pour répondre aux questions des internautes, diffusée uniquement sur *Vimeo*, *Youtube* et *Facebook*. Le ministère du commerce et du tourisme a lancé sur facebook la campagne « I love Tunisia », un mois après la chute de Ben Ali, le 14 février jour de la saint-Valentin reconvertie en Saint-révolution ; ce site avait pour objectif de soutenir et de

relancer le tourisme tunisien. Un logo militant sur lequel on pouvait lire « I love Tunisia » a remplacé les photos de profils des facebookers tunisiens-tout comme le drapeau avec l'accolade des mains dans la mobilisation d'avant le 14 janvier.

Ces réseaux ont mobilisé tout autant les masses que les communautés diasporiques qui ont pu contribuer par ce biais, à la diffusion de l'information et à la motivation de leurs compatriotes. Les images et vidéos diffusées sur facebook ont permis également d'éclairer les rédactions occidentales sur la réalité des faits vécus. A ce propos, l'AFP a décrit Twitter et Facebook comme « des caisses de résonance de la révolte des Tunisiens », dans « un flux ininterrompu que le régime n'est pas parvenu à contenir ».

Un outil politique. Les manifestants de la Kasbah ont investi la toile à leur tour, par la mise en ligne d'un *streaming live* assuré via le channel *Tunilive* sur *ustream.tv* afin de permettre la transmission en direct de leur sit-in contre le gouvernement de transition et de motiver les gens à venir, dans l'absence d'une couverture fiable par les médias classiques. Ces jeunes manifestants se proclamant protecteurs de la révolution tunisienne, ont créé leur page facebook baptisée l'« Union des pages de la révolution » (*Ittihad Safahat Ethawraa*) à travers laquelle ils diffusent leurs communiqués et appels à manifester. Et pour consolider encore plus le rôle d'Internet dans la transition démocratique de la Tunisie, Mohamed Chaabane et Afef Amamou avec l'aide de deux étudiantes de l'Institut Supérieur d'Informatique et de Mathématiques de Monastir ont eu l'idée de développer un logiciel permettant de voter par Internet. Les réseaux sociaux de la toile ont joué un rôle indéniable de relais de l'information dans la révolution tunisienne, dans la mesure où la parole du peuple est devenue davantage audible. Mais la révolution n'est pas terminée et les réseaux continuent à participer au processus de transition démocratique. Hier utilisé pour un seul but, celui de déboulonner Ben Ali de son siège, aujourd'hui les enjeux sont différents, les objectifs contradictoires et l'utilisation de l'Internet et notamment de facebook peut se révéler une arme à double tranchant particulièrement dans la diffusion des Intox et des rumeurs qui peuvent semer ainsi la zizanie dans le pays. La maîtrise de cet outil se situe désormais moins dans ses performances et sa technicité, que dans les modalités citoyennes des usages que feront désormais les tunisiens de cette ingénierie sociale.

Chirine BEN ABDALLAH

Doctorante, sociologue, IRMC/CNRS

PISTE POUR UNE LECTURE SOCIOLOGIQUE DE LA RÉVOLUTION TUNISIENNE : LES STRUCTURES, LES ACTEURS ET LA COMPLEXITÉ

Une révolution n'est pas un moment (un point de rupture). C'est plutôt un processus (une tranche d'histoire). L'on gagnerait à la penser comme un long mouvement ou cycle de déstructuration /restructuration qui est loin d'être linéaire et ne s'inscrit pas nécessairement dans un schéma évolutif. De ce point de vue, une lecture sociologique ne doit pas se limiter à une approche descriptive ni se cantonner dans un schéma large décrivant les déterminants historiques structurels régissant le mouvement social.

Face à un changement social brutal, l'analyste collé au sens commun risquerait de faire fausse route tout comme l'acteur, collé à ses idéaux, risquerait la désillusion. Il est donc impératif de saisir les faits dans leur complexité : de quoi, paradoxalement, conforter l'analyste et reconforter l'acteur social et politique. La sociologie tunisienne doit dans le nouveau contexte-pouvoir rendre opérationnel le concept de « complexité » à l'instar de la sociologie italienne d'avant les années 90.

Au sens sociologique, la Révolution est une Crise. Mais le concept de crise a été banalisé et approprié par le sens commun, incluant le discours politique et médiatique, au point de perdre toute valeur opérationnelle pour saisir la « complexité ».

Quels sont les déterminants de la révolution tunisienne ? Est-il permis de rechercher des causalités simples et linéaires ?



© Publié par Pakool, janvier 25, 2011.

A priori, les traits structurels et objectifs suffiraient pour camper le schéma théorique : Le blocage relatif du développement ; les inégalités régionales ; la sclérose de l'appareil d'état ; le verrouillage dictatorial de la société civile ; l'absence de libertés ; les menaces de déclassement au sein des strates moyennes ; les faibles perspectives d'ascension voire de fixation socio économique sur un marché du travail valorisant la précarité et la flexibilité de l'emploi ...

Ces traits illustrent certes le contexte historique de la mondialisation et de l'extraversion libérale depuis trois décennies

mais sont à retenir comme les descripteurs majeurs de la société tunisienne depuis d'indépendance.

Alors, pourquoi la Révolution (la rupture) maintenant et pas plus tôt ou plus tard ? C'est parce que à notre sens le point d'inflexion est intervenu au moment où tous les paradoxes ont atteint leur point culminant. Je m'explique sommairement :

Les régions de centre ouest (Kasserine, Kairouan, Sidi Bouzid) ont « explosé » au moment où elles ont commencé à connaître un processus significatif de développement. Sous plusieurs indicateurs socio-économiques, les régions de l'intérieur et plus particulièrement le nord et le centre-ouest, ont connu au cours de la dernière décennie, des changements significatifs des modes et conditions de vie, illustrés par le développement des petites villes au niveau de « l'axe médian » (bande parallèle à ligne côtière dans une profondeur de 50 à

70 km) : et le recul de l'habitat rural dispersé et des formes anciennes de subsistance et de pauvreté, l'extension du salariat et de l'emploi féminin, une migration « pendulaire » exprimant des stratégies multiformes des ménages

Rappelons que le pouvoir déchu a inscrit le développement de régions intérieures comme un thème majeur de sa quête de légitimité socio-politique. Mais dans les limites d'une politique de saupoudrage du développement fortement encadrée par les réseaux clientélistes sous la coupe du RCD, à travers le Programme Régional de Développement, les divers instruments d'appui à l'agriculture, à l'artisanat et à la micro entreprise et les chantiers d'emploi. Dans ces régions à dominante rurales, un peu plus qu'ailleurs l'Etat apparaît comme l'extension du parti plutôt que l'inverse.

Dans la mesure où ce sont là les régions les plus représentées au RCD (Données vérifiables et existantes), l'explosion ressemble à une crise interne de l'appareil socio politique du parti-Etat au pouvoir dont l'UGTT n'était plus qu'une annexe turbulente et sous contrôle. Cette crise interne est venue amplifier une crise sociale que l'élite politique locale a pour rôle historique de contenir et de retarder. Pour l'anecdote (...), les acteurs institutionnels centraux (UGTT) du mouvement à Sidi Bouzid portent la seconde casquette RCD.

Dans le même sens, les régions défavorisées de l'intérieur ont toujours été les plus grandes pourvoyeuses de policiers. Les passe-droits accordés à la police et aux « militants » du parti et autres pôles satellites de pouvoir, ont impulsé des acteurs et des pratiques qui ont fortement noyauté l'économie informelle et au-delà, et ceci dans l'ensemble du pays. Les rivalités entre les différentes composantes de l'économie maffieuse liée à la gestion du secteur informel approchaient de leur point de



© Beschuss, Tir tendu de grenade lacrymogène à Tunis, le 14 janvier 2011.

rupture. Le jeune marchand ambulant Mohamed Bouazizi, s'est trouvé face à une situation intenable : Il devait distribuer plusieurs « rachouas » à la fois.

Cette crise locale n'était en fait que la manifestation d'une crise générale qui imprégnait l'ensemble du tissu social et institutionnel tunisien. Elle prend son sens dans une crise originelle ou congénitale de légitimité du pouvoir depuis 1987. Une crise liée non seulement au profil personnel du successeur de Bourguiba mais aussi et surtout au profil autoritaire et centralisateur du pouvoir qui prolonge bien l'ancien régime mais selon un modèle nouveau à forte connotation policière (« le changement dans la continuité » est un slogan récurrent).

Un modèle nouveau où le parti reste un pôle de pouvoir mais doit désormais composer avec l'appareil sécuritaire et le prolonger. Le parti versera le plus souvent dans la surenchère dans la glorification de « Siyadet Errais » pour le rassurer sur sa pertinence incontournable - en comparaison avec la police- dans le quadrillage du pays. En milieu rural, et au niveau des petites villes de l'axe médian notamment, c'est le parti qui assure le mieux la fonction préventive sécuritaire. Il en tire plus d'aura auprès de la police, de meilleures places pour les « militants » provenant de ces régions, davantage de pouvoir et une meilleure part du gâteau national.

La machine clientéliste ne doit pas échapper totalement au parti.

Mais les pans les plus viables du « gâteau national » au niveau desquels s'échange l'essentiel des ressources (financières notamment) fait l'objet de convoitises et de traitement particuliers. Il s'agit des activités et des acteurs liés à l'ouverture libérale et à l'émergence du gros capital privé structuré, que la mondialisation a porté à des niveaux inédits en Tunisie (sociétés, entreprises, groupes et holdings au niveau des secteurs clé).

Le pôle politique et le pôle économique entretiennent des relations d'interdépendance sur un fonds de méfiance larvée. Cette méfiance entre ces deux pôles est un processus ancien car depuis d'indépendance, le pouvoir central (développeur exclusif de la nation) a toujours vu d'un mauvais œil l'émergence d'un entrepreneuriat national qui constituerait l'embryon d'une bourgeoisie nationale susceptible de prétendre au pouvoir (rappelons-nous le traitement réservé par Bourguiba aux acteurs politiques réputés financiers, banquiers, chefs

d'entreprises, ... et autres héritiers de grosses fortunes ; il ne semblait aimer ni l'argent ni les gens qui en parlent, à commencer par son propre fils).

Or, le déficit de légitimité du pouvoir déchu (et déjà déçu !...d'être aussi mal aimé) l'a conduit à la dérive maffieuse et à des rapports ambigus avec les pôles de l'argent qui ont ambitionné de se structurer comme pôle de pouvoir prétendant à l'autonomie et à la participation aux processus décisionnels : La caste au pouvoir cherchait tour à tour à rivaliser, à soumettre au chantage, à ravager, à phagocyter ou à se substituer aux détenteurs de capitaux pour peu qu'ils soient suspectés de désir ou des capacités de puissance. Les alliances matrimoniales ont servi parfois à exorciser la peur qui marquait les rapports entre le pôle économique et le pôle politique (mariages entre le clan et le milieu entrepreneurial à commencer par le « patron des patrons »)

Le clan au pouvoir vivait un double déficit de légitimité : D'un côté vis-à-vis de la population, perçu comme un pseudo leadership, et de l'autre côté vis-à-vis de la

classe des entrepreneurs, considéré comme acteurs parvenus disposant d'une fortune indue qui se confond avec les ressources publiques.

Une sociologie de la complexité et des paradoxes doit intégrer dans la même unité d'analyse les structures, les acteurs et les processus qui les traversent. De ce point de vue, la tendance totalitaire et la dérive maffieuse en tant que processus, prennent appui sur les comportements stratégiques des divers acteurs mais trouvent leur source dans les structures aussi bien organisatrices qu'idéologiques qui en constituent le support. C'est tout l'enjeu d'une sociologie de la complexité post révolution qui devra analyser la dynamique des acteurs face à un ensemble de processus interdits d'expression : l'islamisme, le régionalisme, le mouvement revendicatif syndical et populaire, la lutte des classes et la lutte des places désignant les enjeux de pouvoir.

Abdelkhaleq B'CHIR

Sociologue, Monastir, INTES, Tunis

RÉVOLUTION ET RUPTURE(S)

C'est un lieu commun de faire de la rupture avec l'ordre établi une condition *sine qua non* de la réalisation de la révolution. Mais, la notion de rupture est moins évidente à saisir qu'il n'y paraît. Elle n'est jamais définie définitivement, car c'est dans le feu de l'action qu'on fixe son plafond et toujours d'une manière provisoire en rapport avec le contexte. Il n'est pas exclu d'ailleurs qu'elle débouche sur la notion antinomique de continuité.

En Tunisie, en l'espace de quelques semaines, la rupture a changé plusieurs fois de contenu. Le suicide de Bouazizi a révélé la nécessité de rompre avec une politique de l'emploi aussi inefficace qu'inéquitable. Les réactions maladroites et de toute façon tardives du pouvoir central ont scellé la rupture avec Ben Ali et son clan, avec pour mot d'ordre « plutôt crever que perdre sa dignité ». Au lendemain de la fuite du dictateur, c'est au tour de la dictature, puis du parti qui lui est associé, de tomber dans le collimateur de la rupture. Du coup, avec l'appel à la démocratie, c'est tout le système politique qui est remis en question. Ainsi, la succession en un temps record des mots-slogans de la rupture : *équité, dignité et démocratie* donnent-ils la mesure de l'importance de la cassure entre gouvernants et gouvernés.

Cependant, comme dans la plupart des révolutions, une autre rupture n'a pas tardé à se mettre à l'œuvre, cette fois-ci entre révoltés et révolutionnaires, entre ceux qui, excédés par la radicalisation de la contestation, entendent maintenant marquer le pas et ceux qui, emportés par l'élan, sont

continuité. Ce résultat paradoxal est, en fait, le résultat du passage de l'enthousiasme à la peur. Peur de perdre des acquis, mais aussi de provoquer un désordre social, défavorable à l'establishment.

Maintenant, il faut dire que rupture en temps révolutionnaire rime aussi avec surenchère, du moins pour une catégorie de personnes, celle qui, par opportunisme ou par peur d'être démasquée lorsque sonne l'heure de la vérification des cursus, n'a pas d'autre moyen que de se saisir de la rupture comme d'une arme de la dernière chance. La notion de rupture se présente alors de plus en plus en filigrane, servant de prétexte à certaines idéologies ou de stratégies de gestion des risques. Aussi, certaines ruptures réclamées apparaissent-elles comme artificielles, voire comme des leurres.

En fait, l'approche de cette notion est inhérente à l'étude des acteurs et des intermédiaires. Elle requiert de la part du chercheur une analyse à la fois du discours et de la pratique des uns et des autres pour distinguer la rupture qui a favorisé une dynamique d'innovation de celle qui a suscité plutôt le besoin de continuité, voire la restauration sous une autre forme d'une situation pré-révolutionnaire.

Hassen EL ANNABI

Historien, CERES, Tunis



© AFP, Fethi Belaid.

décidés à aller de l'avant. Si la rupture recèle pour ces derniers un contenu positif, elle devient pour leurs contradicteurs synonyme de déstabilisation, voire d'anarchie. D'aucuns se risquent même à gommer la radicalité de la rupture en réintégrant le phénomène révolutionnaire dans la longue durée.

La recherche du temps perdu ou le retour à une période considérée idyllique fournit une autre dimension à la rupture, celle de la

ACQUIS ET DÉFIS DE LA RÉVOLUTION TUNISIENNE

La révolution a révélé les tunisiens à eux-mêmes. C'est un phénomène nouveau dans la mesure où le régime de Ben Ali a cassé tous les baromètres avec lesquels on pouvait mesurer les tendances de la société tunisienne. Tous ceux qui étaient sevrés de liberté, et d'expression, se manifestent parfois bruyamment. Et le remarquable est qu'ils apprennent eux-mêmes à prendre en compte les opinions différentes exprimées par leurs concitoyens. Il est incontestable qu'il s'agit là d'une conquête très importante, qui aura des répercussions essentielles sur la vie politique, mais également sur la vie sociale dans tous les secteurs d'activité.

Mais aussi, cette révolution a permis au droit, dans le sens large et non technique du terme, d'être une locomotive de la société, de jouer un peu le rôle qu'il a joué au début de l'indépendance avec la promulgation du code du statut personnel. Le fait que la parité dans les listes électorales soit instituée avec une très large majorité, est révélateur du rôle que peut prendre le droit, et on constate par la même occasion que notre droit n'était pas trop au diapason de la société, voire plutôt en retard par rapport à l'évolution des esprits. Cette question de la parité constitue une avancée dans la reconnaissance des droits des femmes, et une première dans le monde arabe et islamique.

Par ailleurs, la période que vit la Tunisie depuis le 14 janvier n'a pas que des aspects positifs. Parmi les manifestations négatives, il faut voir la surenchère que pratiquent beaucoup de ceux qui étaient plus ou moins impliqués dans l'ancien régime, profitant de cette situation pour s'octroyer une certaine virginité. Il y a là un vrai problème, surtout au niveau des médias et des journaux qui juste avant la révolution ne faisaient que louer l'ancien pouvoir. Dans les mêmes journaux et médias, les rédacteurs mais également d'anciens responsables, deviennent les porte-paroles de la révolution, plus révolutionnaires que les révolutionnaires.

Au titre des aspects défavorables, on peut également citer les décisions précipitées auxquelles sont acculées les autorités, lourdes de conséquences pour l'avenir. Je pense particulièrement au recrutement de centaines de diplômés chômeurs dans l'enseignement sans s'assurer suffisamment à l'avance qu'ils répondent aux exigences du métier. Quand vous avez un diplômé qui a obtenu son diplôme il y a dix ans et qui a pratiquement tout oublié, c'est dangereux de ne le recruter que pour des considérations sociales ou politiques.

Ces éléments positifs et négatifs caractérisent une période ouverte à tous les scénarii. Personne ne peut avoir de certitude sur la tournure que prendront les événements après les élections, parce que, en l'absence de baromètres laissés par l'ancien régime, personne ne connaît les tendances d'ensemble de la population.

L'on peut tout au moins dire que la Tunisie se confronte à des problèmes économiques et qu'il y a lieu de réfléchir à un autre modèle de développement tenant compte de la réalité tunisienne et des contraintes de l'économie mondialisée. Trois questions se posent à ce propos: le type d'intervention de l'État à définir; le rôle de la fiscalité qui doit être révisée de fond en comble; la production des richesses, comment et par quels moyens, en tenant compte des déséquilibres régionaux mais aussi de la rentabilité purement économique. Ces trois aspects sont liés. Il ne s'agit pas seulement de penser la redistribution de la richesse, il faut auparavant penser sa production. Ces défis majeurs sont structurels et non plus seulement conjoncturels.

On peut toutefois être optimistes dans la mesure où les décisions politiques et bureaucratiques seront prises sous les feux d'une communication libre où l'opinion publique, qui était jadis absolument exclue de cette décision, aura son mot à dire. Car en définitive il faudra bien aboutir à un certain consensus, explicite ou implicite, qui ne



© Photothèque Rouge/Akreml Mesbah, Tunis le 24 janvier 2011.

devra pas être factice, de façade tel celui proclamé sous l'ancien régime. Il sera la résultante des volontés libres, de gens qui adhèrent de leur plein gré et dans leur majorité à ce modèle de développement.

Cela ne veut pas dire que d'autres problèmes non moins importants ne se poseront pas dans l'avenir. En particulier des choix d'ordre culturel, non moins importants, et qu'il faut actuellement affronter. On peut résumer les défis qui s'y posent de la manière suivante: comment les Tunisiens apprendront-ils à se tourner résolument vers le futur et ne seront plus obnubilés par le passé quel qu'il soit? C'est à la base de tout. Par passé j'entends le passé récent, le mouvement national de libération, les réalisations du pouvoir depuis l'indépendance, ou bien le passé lointain, la pratique historique de la religion ou les symboles culturels qui étaient à l'œuvre dans les mentalités tunisiennes en général, par exemple le rôle des ulamas, le rôle du chef, la hiérarchie au sein de la famille. Tout cela, ce sont des symboles culturels et pas uniquement des réalités.

C'est tout un état d'esprit tourné vers l'avenir qui permettra aux potentialités qui existent chez les jeunes en particulier, de s'épanouir, et notamment pour certains dans la recherche non seulement scientifique et technologique, mais dans les sciences de l'homme et de la société. Autrement dit, il s'agit d'apprendre à se remettre en cause, d'avoir une attitude interrogative au lieu et place de l'attitude dogmatique, savoir se débarrasser de la théorie des complots. Cette éventualité est maintenant possible. Si cette révolution aboutit à un changement profond dans les manières de penser des Tunisiens dans tous les domaines, elle méritera alors le nom de révolution et non d'un simple soulèvement ou événement conjoncturel.

Abdelmajid CHARFI

Historien de la pensée islamique
(Propos recueillis par PND)



© Photo : AFP/Fethi Belaid, Manifestants à Tunis.

L'AVENUE DE LA LIBRE PAROLE

A Tunis, quelle foule sur l'avenue ! Pas celle des employés qui se rendent à pas pressés à leurs bureaux, ni celle des fonctionnaires du ministère de l'intérieur qui commencent leur journée à arpenter le terre plein central, à surveiller et à écouter aux cafés. C'est une masse de visages nouveaux, jeunes filles et jeunes gars qui s'attroupent, s'interpellent, échangent des points de vue, argumentent. La libre parole explose, elle renvoie aux graffitis des façades qui appellent à la démocratie et à la laïcité. D'autres messages rappellent que « la femme est libre et elle le restera ». Cette liberté fragile est toutefois tangible puisque les femmes s'habillent semble-t-il, comme elles le veulent : robes- chemisiers, jeans-bousons, robe et foulard, niqab toutes voiles dehors, gants et œillères. J'ai même rencontré une dame en safari, une mode rare d'un autre temps. Tout est donc possible pourvu que ça dure et, comme disait M. Béji Caïd Sebti, à l'époque écrivain, en évoquant le statut des femmes : « Regarder le monde sans voile et, sans voile être regardée » (Habib Bourguiba.) Qu'est ce qu'on cause sur l'avenue ! Debout, en petits groupes décontractés ou bien aux terrasses des cafés où des groupes d'amis se retrouvent ou se forment. Pas de touristes. Le théâtre municipal a été « retourné » « détourné ? », le spectacle est à présent sur les marches, la nouvelle grande scène !

On chante sous cette belle façade Art nouveau d'où jaillissent des chevaux marins, des nymphes et des naïades. Tout à coup, l'hymne national jaillit, des voix s'élèvent, le ton monte, la foule invite « à dégager ».

L'avenue plus que séculaire dont les ficus ont vu bien d'autres dégagements de l'histoire, est subitement parcourue par des groupes compacts scandant des slogans que d'autres contestent ou reprennent en chœur.

Ces manifestants - 30 ans tout au plus - marchent à grands pas sur le terre plein central ; mais subitement, tout s'arrête devant le quadrilatère de fils de fer barbelés qui enclasse le ministère de l'intérieur, comme si c'était une icône. Ainsi protégé, il n'est plus possible de prendre d'assaut les fenêtres ni de grimper sur le auvent de la porte centrale, comme cela se produisit un certain 14 janvier 2011, entre 14 et 16 heures... N'empêche, les manifestants se massent, saluent les soldats, les slogans fusent encore et encore puis toute la foule se disperse, allez savoir pourquoi. Seule demeure une dame âgée, vêtue de guenilles, mal chaussée, rougeaude comme si elle avait dormi dans le froid de la nuit, sur le trottoir, devant la banque. Elle est

debout, devant les barbelés ; elle fixe les soldats et les chars.

Debout, immobile, impassible ; le regard perdu devant elle. Elle stationne dans cette position un long moment sans rien dire, comme pétrifiée, scrutant la place du 7 novembre devenue Mohamed Bouazizi. Les soldats sont étonnés, sans doute gênés. Puis elle se retourne et se perd dans la foule. Je l'ai rencontrée au même endroit, plusieurs jours de suite, silencieuse au milieu de toute cette foule qui laissait courir des flots de paroles. J'ai eu envie de lui parler mais je n'ai pas osé l'aborder. Elle avait sans doute quelque chose à dire, mais à l'inverse de tous ceux qui l'entouraient, elle n'a pas jugé utile de s'exprimer. A moins qu'elle n'ait été saisie de stupéfaction par le spectacle inouï de cette avenue d'ordinaire, banalement encombrée par les voitures, reconvertie, *Intifadha* oblige, en un vaste espace public que le peuple s'approprie pour parler et causer, chanter et danser ! Mais aussi lancer



© J. ABDELKAFI.

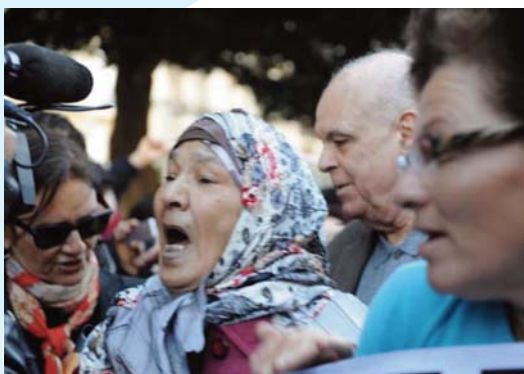
des pierres, casser les vitrines et affronter la police ou les soldats. L'avenue s'est métamorphosée au fil du temps politique. La statue en pieds de Jules Ferry a disparu le beau jour de l'indépendance ; la statue équestre de Habib Bourguiba a subi les outrages du coup d'Etat médical. Depuis le 14 janvier, l'avenue est le grand salon des Tunisois auxquels désormais viennent se mêler les provinciaux de Sidi Bouzid, Kasserine, Le Kef... y compris les étrangers, désireux de ressentir l'énergie de la révolution, pour qui elle est devenue un passage obligé. Une façon comme une autre de rappeler les émeutes du pain de janvier 1984 et si cela ne suffisait pas, l'insurrection des tribus de 1864.

L'avenue est désormais un espace public national où se jouent toutes sortes de luttes politiques, certaines pacifiques, d'autres violentes. Souvenons-nous d'un certain vendredi où le hezb Ettahrir a investi l'avenue pour prier et en même temps

menacer d'exécuter les femmes du quartier réservé à l'extrémité de Bab Bhar. Même technique qu'à Alger en 1988 où les jihadistes avaient imposé la séparation des trottoirs pour les hommes et pour les femmes. Les luttes politiques sont également des luttes urbaines. Il faut se battre sur les deux fronts pour construire les institutions de la démocratie et la ville de la liberté. Monsieur Rajhi au temps où il fut ministre de l'intérieur, a été interpellé au cours d'une émission télé par un journaliste qui demandait le déplacement du ministère dans un autre endroit, pas à l'extrémité de cette belle avenue. Le ministre s'est montré favorable en doutant toutefois de la possibilité de réaliser cette belle utopie. Mais la question méritait d'être posée ne serait-ce que pour réfléchir à l'héritage de l'histoire coloniale. Car, ce qui est aujourd'hui le ministère de l'intérieur a été conçu par les autorités du protectorat comme le commissariat central de police, avec une grande cour intérieure surmontant des caves, pour rassembler les manifestants nationalistes et les syndicalistes, notamment les dockers du port de Tunis. Ce bâtiment en position stratégique puisqu'il contrôlait les flux des travailleurs, a été conçu par l'architecte Kyriacopoulos qui s'est fait un point d'honneur de construire la première architecture moderne en béton armé tréfilé. Achevé en 1954, il a bien résisté à l'usure du temps et à l'enfermement des manifestants.

En 1966, le maire de Tunis Hassib Ben Ammar recevait l'architecte Georges Candilis au moment où O. C. Cacoub, grand prix de Rome, architecte-conseiller du Président de la République proposait, froidement, de percer la médina en prolongeant l'avenue Bourguiba jusqu'à la Kasbah. Candilis, étonné, a vu les choses autrement : pourquoi faire une autoroute dans la ville a-t-il demandé ? Supprimons la circulation automobile et créons une vaste avenue piétonnière. La proposition a fait sourire la classe dirigeante qui y voyait un retour à la tradition... si humiliante pour nombre de modernistes acculturés.

A Barcelone, les *ramblas* qui traversaient la ville ancienne jusqu'au port ont été fermées à la circulation automobile. Un immense succès. L'*intifadha* a paralysé la circulation automobile sur la grande avenue de Tunis, lui rendant sa fonction première de promenade piétonnière. Une sorte d'exercice grandeur nature dont la municipalité pourrait tirer parti pour concevoir un autre système de circulation, introduire des moyens de transport en



© J. ABDELKAFI.

commun qui donneraient satisfaction à tous ceux qui manifestent pour une meilleure répartition des droits et des obligations. Marcher à pied, circuler en autobus ou en trolleybus comme au bon vieux temps, est un droit. Le tout-automobile est un abus de pouvoir qui coûte cher, qui discrimine les citoyens, une nuisance sociale. Jean Pierre Vernant, analysant « Les origines de la pensée grecque » a décrypté « le régime de la cité, qui lui est apparu solidaire d'une conception nouvelle de

l'espace, les institutions de la Polis se projetant et s'incarnant dans ce qu'on peut appeler un espace politique. On notera à cet égard que les premiers urbanistes, comme Hippodamos de Milet, sont en réalité des théoriciens politiques : L'organisation de l'espace urbain n'est qu'un aspect d'un effort général pour ordonner et rationaliser le monde humain »

Faisons en sorte que cette pensée grecque soit à nouveau entendue

Jellal ABDELKAFI

Urbaniste, Tunis

VERS LA RECONQUÊTE DE NOS VILLES : POUR UNE PARTICIPATION CITOYENNE AU DÉVELOPPEMENT URBAIN LOCAL ET RÉGIONAL. PISTES DE RECHERCHE

Le 14 Janvier fût un jour à jamais gravé dans ma mémoire, empreint d'émotions intenses et d'un espoir naissant pour un avenir meilleur. Restent maintenant la fierté et l'impératif de la reconstruction d'un avenir meilleur.

Le mouvement de contestation a mis en évidence des disparités multiples, dont le sous-équipement et le manque d'infrastructures, de services et de projets structurants dans les régions de l'intérieur du pays.

L'Etat Tunisien a misé, durant les deux décennies écoulées, sur une politique de métropolisation, qui implique un surinvestissement dans des projets structurants dans la capitale et quelques villes littorales.¹ Cette politique est soutenue par l'impératif d'insertion de la Tunisie dans le mouvement de globalisation, afin de promouvoir une croissance économique et d'attirer les investisseurs étrangers en leur offrant des conditions favorables à leur implantation. Elle a eu pour effet la marginalisation des régions du centre et du Nord-Ouest, de ce mouvement de mise à niveau des villes Tunisiennes, et n'a fait que renforcer les clivages existants. Bien

qu'il soit impératif de garantir pour la Tunisie une insertion dans l'économie mondiale par les différents échanges économiques et l'implantation d'investisseurs étrangers susceptibles de créer des emplois, il est essentiel de réfléchir à une orientation stratégique qui garantirait un équilibre dans la répartition des investissements au niveau régional. Des travaux de terrain doivent être entrepris par les chercheurs en sciences sociales et les professionnels de l'urbain, afin de comprendre les processus qui ont mené à ces clivages sociaux et régionaux, et pouvoir ainsi proposer des solutions adéquates afin de les réduire.²

Il est également de notre devoir de chercheurs de susciter le débat et d'entreprendre des recherches portant sur les processus et les dynamiques institutionnelles liées au développement urbain, mais surtout autour de la question de gouvernance urbaine. Ce concept galvaudé à l'ère de Ben Ali, et utilisé à tort dans une entreprise d'affichage politique, garantit en réalité la concertation et la participation citoyenne au développement urbain. Dans ce sens, selon P. Le Galès,³ la gouvernance urbaine est à la fois la capacité à intégrer, à donner forme aux intérêts locaux, mais aussi à les représenter à l'extérieur, à développer des relations plus ou moins unifiées en relation avec le marché, l'Etat, les autres villes et autres niveaux de gouvernement. Il s'agit donc de réfléchir à l'avenir de nos villes, et à la mise en place d'un réel développement local et régional, basé sur la rationalité

procédurale, et l'élaboration de modes consensuels de coordination, aussi bien dans la planification et la programmation des projets urbains locaux, régionaux et nationaux, que dans leur mise en œuvre.

S'agissant enfin de développement local, il est essentiel de reconquérir l'espace local en participant aux conseils municipaux et régionaux futurs, et d'œuvrer à leur rendre leur autonomie et leur poids prépondérant dans les processus décisionnels. Il s'agira de proposer de nouveaux modes de gestion urbaine, davantage basés sur la concertation et la transparence et garants d'une démocratie participative. Un développement urbain ne peut en effet être efficient que s'il émane de la population cible, des acteurs privés et de la société civile.

Ces pistes de recherches pourraient constituer un support pour la compréhension des phénomènes urbains et sociaux et contribuer à modeler de nouvelles orientations stratégiques en vue d'un développement urbain local et régional équitable et d'une gouvernance urbaine. Issues de revendications légitimes et populaires, ces réformes pourraient garantir l'adhésion des populations aux politiques mises en place, et une légitimité de l'action publique urbaine.

Hend BEN OTHMAN

Architecte – Urbaniste, doctorante en urbanisme

1. Ben Letaief M., 2008, « Quelques réflexions sur les mutations d'une action publique postkeynésienne », *Revue Métropoles*, n° 4, 133-155.

2. Des débats sont programmés à l'initiative de l'Association Tunisienne des urbanistes (ATU), afin de réfléchir sur le devenir des villes tunisiennes et la gouvernance urbaine.

3. LE GALÈS P., 1995, "Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine", *Revue française de science politique*, n° 1, vol. 45, 57-95.



© <http://www.siba-immobiliere.com/2010/10/developpement-urbain-et-amenagement-du-territoire-la-tunisie-se-prepare-deja-pour-2050/>

LES INÉGALITÉS SOCIO-TERRITORIALES AUX ORIGINES DE LA RÉVOLUTION TUNISIENNE : DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT, ENJEUX POUR LA RECHERCHE

La révolution du 14 janvier a fait voler en éclats l'image d'Epinal dont bénéficiait la Tunisie jusque-là : modèle de réussite économique, de progrès social et de stabilité politique, une image savamment entretenue par le pouvoir en place et par ses soutiens internationaux !

Nul doute en tout cas que les bouleversements en cours, la force et la rapidité de leur irruption et de leur propagation à l'échelle du monde arabe contribuent non seulement à remettre en cause les modèles de développement qui ont guidé l'action des Etats et les politiques publiques dans la région, mais aussi à réinterroger certains schémas intellectuels qui ont dominé l'analyse des dynamiques socioéconomiques et politiques des pays de la région.

A posteriori, Il est bien sûr aisé de déceler dans les vives tensions et les graves conflits qu'a connus la Tunisie au cours de la période récente (révolte du bassin minier de Redeyef en 2008, grèves sauvages et occupations d'usines, conflits pour l'eau et la terre, etc.) les signes annonciateurs de l'explosion sociale et populaire qui a conduit à la chute du régime. Mais ce regard rétrospectif sur les causes profondes de la Révolution tunisienne est désormais plus que nécessaire. Parmi celles-ci, l'aggravation des phénomènes d'exclusion sociale et les disparités territoriales croissantes qui ont accompagné les processus de développement, surtout depuis les deux dernières décennies, figurent au premier plan.

Des orientations de développement génératrices de sous-emploi et de chômage pour les jeunes diplômés

En effet, malgré une croissance soutenue au cours des années 1990 et une tendance à la diversification de l'économie (tertiarisation), la Tunisie fait face aujourd'hui à une crise majeure du secteur de l'emploi, accentuée par l'arrivée massive de jeunes diplômés, y compris une large proportion de femmes, sur le marché du travail. Ayant basé sa stratégie d'industrialisation sur le développement des entreprises exportatrices intensives en main-d'œuvre, la Tunisie a subi de plein fouet les répercussions de la conjoncture internationale liée à l'exacerbation des concurrences à l'échelle mondiale, avec pour conséquence, la disparition de milliers d'emplois industriels. L'économie tunisienne est restée largement dominée par des activités à faible valeur ajoutée, nécessitant un niveau de qualification peu élevé, et a continué de baser sa compétitivité

sur la compression des coûts de la main d'œuvre, obtenue grâce à la mise au pas du syndicat. Ainsi, le développement de secteurs d'activités susceptibles d'absorber les jeunes diplômés, qui constituent aujourd'hui 60 % des nouveaux arrivants sur le marché du travail, est resté extrêmement limité (Banque Mondiale, 2011). Cette situation, ajoutée à la régression de l'emploi public et au problème de l'inadéquation entre emploi-formation, explique le taux de chômage élevé chez les jeunes diplômés et la montée des frustrations au sein de cette catégorie de population.



© Martine Hérin.

L'aggravation des inégalités régionales

Par ailleurs, une des caractéristiques majeures du développement en Tunisie est l'aggravation des inégalités régionales qui s'exprime notamment dans le double phénomène de métropolisation et de concentration des activités dans les régions littorales, situées à l'Est du pays (Belhedi 1999), deux phénomènes qui n'ont fait que se renforcer avec l'extraversion croissante de l'économie. Le Nord-ouest de la Tunisie, mais surtout le Centre Ouest, où se sont déclenchées les révoltes populaires récentes, ainsi que le Sud, ont de manière générale peu profité des fruits de la croissance économique. Et au-delà des indicateurs globaux illustrant les performances du développement économique et humain en Tunisie, d'importantes inégalités persistent, voire s'aggravent, entre d'une part les régions intérieures et les zones littorales, d'autre part entre les zones rurales et les zones urbaines. Ces inégalités persistantes sont attestées par les principaux indicateurs de développement humain (conditions de vie, santé, éducation, emploi). Selon des chiffres rectifiés et publiés récemment par l'Office National de la Jeunesse, le taux de chômage parmi les jeunes (de 18-29 ans) est de 35 % dans la région du Centre Ouest, de 45 % dans le Nord-Ouest et de 50 % dans le Sud-Ouest, contre 26 % dans la région du centre Est et 30 % dans le Grand Tunis. Ce

sont aussi les régions de l'Ouest de la Tunisie qui affichent les taux de pauvreté les plus élevées. L'enquête de l'INS (2005) sur la consommation et le niveau de vie des ménages classe les régions du Centre-Ouest et du Sud-Ouest comme les plus pauvres du pays avec un taux de pauvreté respectivement de 12,8 % et 5,5 % pour une moyenne au niveau national de 3,8 %.

Marginalisation de l'agriculture dans les politiques d'aménagement du territoire

Les politiques d'aménagement du territoire mises en place de manière tardive, à la fin des années 80, dans l'objectif de corriger les disparités régionales, ainsi que les mesures incitatives pour favoriser l'implantation d'activités industrielles dans les zones rurales, se sont révélées peu efficaces en matière de création d'emplois pour les habitants des régions rurales ; alors que la part de l'agriculture dans les revenus des ménages ruraux n'a cessé de régresser. Aujourd'hui l'agriculture ne contribue plus qu'à hauteur de 13 % au PIB et n'emploie plus que 16 % de la population active (contre 19 % pour l'industrie et 50 % pour les services). Cette régression apparaît comme une conséquence directe des processus d'ajustements structurels engagés dès la fin des années 80, du modèle d'insertion de l'économie et de l'agriculture tunisienne dans la mondialisation, qui s'est basé de manière importante sur la valorisation de ses avantages comparatifs et le développement des exportations.

Dans ce contexte, la réallocation des ressources en faveur du secteur des grandes exploitations privées, la profonde transformation des conditions de l'activité agricole, notamment des conditions d'accès à la terre, à l'eau et au crédit, la hausse des coûts de production, l'endettement accru, mais aussi la dégradation des terres, contribuent à la marginalisation accélérée, voire à l'exclusion des petits agriculteurs, surtout dans le secteur de l'agriculture en sec. Aujourd'hui, une fraction importante des petites exploitations, dont le nombre n'a cessé d'augmenter en lien avec le morcellement des terres, n'est plus en mesure d'assurer la survie des ménages. Elles deviennent principalement des espaces refuge pour les membres de la famille, y compris pour les jeunes ruraux diplômés au chômage, ce qui ne fait qu'augmenter la pression sur les revenus familiaux et exacerber les frustrations. Dans ces conditions, les stratégies de survie des populations défavorisées se sont appuyées de plus en plus sur le développement d'activités informelles, voire illégales (petit

commerce), en particulier dans les zones transfrontalières (Algérie, Libye). Un rapport de la Banque Mondiale évalue la contribution du secteur informel à 38,4% du PIB et d'autres études estiment sa part à 40% dans la création de l'emploi non agricole.

Pour un renouveau des études du développement

Aujourd'hui, la question sociale, en particulier l'emploi, et celle du développement régional pèsent fortement sur les termes du débat politique en Tunisie et sur l'agenda de la transition. Dans un discours prononcé il y a quelques jours, l'actuel premier ministre a réaffirmé ces deux priorités et a annoncé une réorientation des choix budgétaires en faveur de la création d'emploi et du développement régional. De ce point de vue la Révolution tunisienne, qui apparaît comme la conséquence majeure de l'échec des politiques de libéralisation et des stratégies d'insertion à l'économie mondiale, ouvre sans aucun doute une étape nouvelle dans la réflexion sur les modèles de développement, et notamment sur la place du monde rural et de l'agriculture dans l'élaboration des modèles à venir. Cependant, le diagnostic présenté récemment par le Ministère du

développement régional attribuant les difficultés du secteur agricole au maintien d'un secteur « traditionnel » en sec, pose d'ores et déjà la question des bases sociales du développement et des formes d'inscription de la Tunisie dans la mondialisation.

La période de bouleversement ouverte par la Révolution tunisienne et l'urgence des réponses à apporter à l'explosion des demandes sociales interpellent les chercheurs en sciences sociales. Leur responsabilité est fortement engagée et leur participation au débat sur les choix de société et les options en matière de développement est plus que jamais nécessaire. Alors que les études du développement sont tombées en désuétude depuis les années 1980 et qu'elles ont eu tendance à s'inscrire dans une approche économiciste des problématiques de l'intégration au processus de mondialisation, il apparaît plus qu'indispensable de réinscrire les questions du développement dans des approches holistes et interdisciplinaires du changement social. C'est dans cette perspective globale du développement, considéré dans son caractère sociétal (Comélieu, 1993) et non pas seulement dans ses dimensions économiques qu'il convient en particulier d'intégrer

l'approche des questions de l'exclusion sociale et de la pauvreté, le plus souvent réduites au traitement des coûts sociaux des réformes économiques. La renouvellement nos cadres d'analyse doit non seulement permettre de dépasser les cloisonnements disciplinaires qui ont caractérisé les recherches sur les pays du sud de la Méditerranée et du monde arabe, mais aussi les schémas binaires (Nord/Sud) dans lesquelles se sont inscrites assez largement les recherches en sciences sociales.

Alia GANA

Sociologue, CNRS/LADYSS, Paris

Références

Banque Mondiale. 5 janv. 2011 La croissance de l'économie tunisienne, une source d'emplois, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/PAYSEXTN/MENAINFR/ENCHEXT/TUNISIAINFRENCHEXTN/>.
 Belhedi Amor, 1999, « Les disparités spatiales en Tunisie : État des lieux et enjeux », Revue *Méditerranée*, n° 1-2, 63-72.
 Comélieu Christian, 1993, « Pour un renouveau de l'étude du développement », in *Tiers-Monde*, tome 34, n° 135. La réhabilitation de la demande (sous la direction de Jean-Marc Fontaine), 687-701.

EXODE ET MIGRATIONS EN TUNISIE : QUAND LA SOCIÉTÉ CIVILE SE RÉVEILLE

Au moment où l'Union Européenne s'alarme de l'arrivée de quelques milliers de jeunes tunisiens sur les côtes italiennes et déploie une « mission Frontex » pour combattre l'afflux de ces migrants économiques, la Tunisie accueille à bras ouverts plus de cent mille réfugiés de Libye en une dizaine de jours. C'est une situation exceptionnelle dans ce pays qui rappelle l'invasion italienne de la Libye, un siècle plus tôt, et l'exode massif qu'elle a engendré vers les pays frères voisins.

L'affaiblissement des institutions et les difficultés que rencontre la Tunisie pour dessiner un nouvel horizon politique ne l'ont pas empêchée de faire face avec efficacité et respect pour la dignité des personnes, à l'afflux massif de migrants originaires des quatre coins du monde, fuyant les violences du régime de Kadhafi.

Durant plus de dix jours, tandis que l'aide internationale tardait à arriver, la société tunisienne s'est mobilisée au niveau local d'abord, dans les régions de Ben Gardane et de Tataouine, pour apporter secours et assistance aux nouveaux arrivants. Tandis que l'armée organisait le premier camp de réfugiés, les habitants des villages alentours ont amené spontanément de quoi nourrir et installer temporairement tant bien que mal ces étrangers sur place. Certains proposaient leurs véhicules pour conduire les arrivants de la frontière aux camps de Ras Jdir et de Choucha. Cet élan a rapidement été relayé dans tout le pays.

Nous avons été témoins de cette mobilisation massive sur les quelques 400 km de route qui nous ont conduit de Sousse à la frontière libyenne; dans la nuit du 4 au 5 mars, où nous avons croisé ou doublé une

suite ininterrompue de voitures personnelles, de camionnettes et même de semi-remorques transportant des produits et matériels de première nécessité, répondant ainsi aux appels diffusés par les médias. A côté du Croissant rouge tunisien, des collectifs de solidarité ont émergé un peu partout dans le pays, au sein des entreprises, des quartiers, des écoles, des universités, des mosquées ou entre amis. Ils apportent non seulement des médicaments, des vivres et des couvertures mais ont également conduit de nombreux volontaires de différentes professions (médecins, infirmiers, étudiants en médecine, ingénieurs, secouristes...) ou de simples citoyens venus dans le seul but, parfois, de ramasser simplement les déchets qui s'accumulent. Ces véhicules arborent fièrement le drapeau tunisien devenu, après la Révolution, symbole de l'union, de la liberté retrouvée et de la force de tout un peuple. Des responsables du HCR, pourtant rompus à ce type de situations, nous disaient être impressionnés par la capacité déployée par les habitants de ce petit pays pour gérer une telle crise humanitaire.

Cette forte mobilisation ne peut être comprise comme le seul fait d'un quelconque panarabisme. Si la solidarité avec le peuple libyen et sa révolution sont clairement revendiquées par les Tunisiens, le soutien apporté ne s'établit pas sur la base de critères communautaires ou religieux.



© Le Monde.fr avec AFP, 23 février 2011.

Les réfugiés ne sont pas des citoyens libyens, et les Tunisiens le savent ; ce sont des travailleurs migrants de toutes origines qui fuient les combats. Lors de notre passage dans la zone frontalière, les Egyptiens avaient presque tous quitté le camp pour laisser la place à des dizaines de milliers de Bengalais, de Soudanais, de Vietnamiens, et surtout d'Africains sub-sahariens.

La réaction spontanée de la population tunisienne est d'autant plus inattendue que les régimes autoritaires qui se sont succédé en Tunisie depuis l'indépendance n'ont jamais permis l'éclosion d'un tissu associatif indépendant ou d'acteurs solides de la

société civile. Cela n'a pas facilité le développement, à large échelle, de traditions de volontariat et de travail humanitaire.

Il semble plutôt que cet engouement soit porté par l'élan révolutionnaire de ces derniers mois. La mobilisation sociale qui a permis le renversement du régime de Ben Ali et la mise en place progressive d'une nouvelle feuille de route vers la démocratie, par décisions gouvernementales et réajustements face aux vives réactions des manifestants à travers le pays (par exemple lors de la nomination des nouveaux préfets à la mi-février, dont 17 sur 24 étaient d'anciens RCDistes), semblent avoir

développé un sens aigu des responsabilités collectives et la conviction que chacun a un véritable poids sur le cours de l'Histoire. Un volontaire sur place résumait ainsi cette nouvelle conscience citoyenne «[...] dans le passé, nous nous considérions comme des locataires dans notre propre pays, aujourd'hui nous nous sentons propriétaires et, désormais, nous prenons le destin du pays en main [...]».

Hassan BOUBAKRI
Géographe, Université de Sousse

Swanie POTOT
Sociologue, CNRS-IRD

LE PRINTEMPS ARABE, LES MIGRANTS EURO-MAGHRÉBINS ET LA TRANSITION

Les soulèvements récents des populations en Tunisie et en Egypte mettent en question les analyses des dernières décennies sur la résistance présumée du Monde arabe aux processus de réforme, souvent attribuée par certains auteurs à la non-compatibilité impliquée entre la démocratie et la civilisation islamique. Aujourd'hui nous vivons un changement de paradigme et il est vrai que non seulement l'Europe en tant qu'acteur international, mais aussi les chercheurs ont besoin de revisiter certaines hypothèses.

Mais quels sont finalement les facteurs qui ont favorisé le développement actuel et qui ont déclenché peut-être – il est trop tôt d'en juger – cette quatrième vague de démocratisation ? Parmi les nombreux facteurs qui ont déclenché la révolution en Tunisie, et que la recherche dévoilera en détail au cours des prochaines années, nous pouvons en appréhender dès maintenant



© weld-el-banlieue.com, fier-tunisien-revolution.

quelques-uns : l'écart social croissant, le système autoritaire étouffant, la corruption avancée, le sous-emploi, le chômage, le manque de perspectives professionnelles, notamment pour la jeune génération, les nouveaux médias ou bien le rôle de l'armée. Tous ces facteurs ont fait que le système politique était arrivé à un moment où il devrait éclater ou implorer. Mais il faut retenir aussi que personne, ni en Tunisie, ni en Europe, n'a pensé que ceci allait arriver si rapidement et finalement si « facilement » (comparé à la situation en Libye).

Mon hypothèse est que la mobilité dans l'espace euro-méditerranéen est également un facteur central pour la transition. Le fait que la révolution tunisienne ait pu réussir est aussi du à l'existence d'une société civile engagée, et que malgré les verrouillages par « l'ancien régime » il y avait un échange possible avec le reste du monde et ainsi un échange d'idées et de valeurs. Finalement, c'est la modernité, l'aspiration à la liberté et à la dignité de l'individu qui ont vaincu. La société tunisienne a prouvé qu'elle était beaucoup plus moderne, avancée et progressiste que son régime, pourtant affichant et promouvant une certaine modernité ; mais le régime et la société se sont accélérés à des vitesses différentes et contradictoires. Cette modernité, elle est transportée et véhiculée non seulement à travers les nouveaux médias, mais surtout et aussi à travers les individus. Presque chaque famille tunisienne a un parent qui vit en Europe ou à l'étranger, ou bien on connaît quelqu'un qui vit à l'étranger. L'interconnexion humaine entre le Maghreb et l'Europe est beaucoup plus avancée que les décideurs politiques ne l'aperçoivent jusqu'à ce jour. Les migrants qui sont partis travailler et vivre en Europe dans les années 1960 possèdent souvent une double résidence dans les pays d'origine ; ils voyagent entre les deux pays. Leurs enfants, la deuxième et troisième génération, sont pour la plupart nés et scolarisés en Europe. Ils ont grandi dans des systèmes politiques démocratiques et ils connaissent leurs droits et leurs devoirs de citoyens démocratiques. Ils reviennent souvent en Tunisie pour intensifier leurs connaissances de langues, pour passer des séjours d'études, les vacances, pour voir leurs familles, pour créer des entreprises ou tout simplement pour retrouver leurs identités euro-maghrébines. C'est notamment cette génération, qui vit entre la Tunisie et l'Europe, qui est mobile, soit physiquement, soit virtuellement, qui peut faire la différence maintenant.



© Clando afrik-online.com.

Ces individus mobiles, qui voyagent entre les mondes, sont issus de toutes les catégories sociales : les élites intellectuelles, aussi bien que les entrepreneurs, les étudiants, les travailleurs saisonniers que les mères de familles. Leur apport à la transition en Tunisie prend corps dans différentes formes matérielles ou bien immatérielles. Parmi les apports matériels, nous pouvons nommer les transferts financiers, mais aussi les transferts de bien, de savoir faire et de professionnalisation dans certains secteurs. Parmi les apports immatériels, ce sont notamment la contribution en matière de savoir faire, des connaissances, un potentiel d'innovation, des expériences vécues et des idées qui peuvent enrichir le processus de transition actuel. Tout en jonglant avec et entre différentes cultures, et habitués à transgresser les frontières, ces individus binationaux ou transculturels sont capables de regarder d'une manière parfois plus neutre et plus distanciée et en même temps avec moins de préjugés les développements politiques et sociaux dans le pays d'origine.

Finalement ce sont aussi ces individus, les migrants et leurs descendants, qui grâce à leurs expériences, leur vécu et leur bagage personnel, ont contribué à préparer le terrain pour les transitions actuelles en Tunisie, et ils seront des acteurs importants dans la réalisation des objectifs de la révolution.

Isabel SCHÄFER
Politologue, Université Humboldt de Berlin

POST-RÉVOLUTION : LE CITOYEN SANS L'ÉTAT

Depuis la chute de l'ancien régime, un phénomène indicible est en train de se généraliser : les Tunisiens sont devenus allergiques à toute forme d'autorité, quelle qu'elle soit, comme si l'autorité était en soi un abus de pouvoir. L'autorité politique a été trop associée à l'exercice de l'arbitraire. En conséquence, le politique est devenu l'objet de toutes les méfiances. Après avoir été trop longtemps dociles, les Tunisiens ont développé le goût immodéré de la protestation révolutionnaire, du refus systématique, de la négation de l'ordre établi. Dans un certain sens, c'est légitime. Après avoir tout accepté, on veut tout repousser. Mais à présent qu'on a été victorieux de la tyrannie, avec un panache qui a fasciné le monde entier, à présent que chacun a droit au chapitre, veut obtenir réparation, et que ce dont on a été privé, la citoyenneté, tente de prendre corps dans la vie réelle, *hic et nunc*, c'est à chacun qu'échoie le sens de l'Etat, *le pouvoir d'agir*. Il faut que chacun réalise que l'autorité est désormais de sa responsabilité, de son fait. Chacun est une incarnation active du nouveau pouvoir. Désormais, tout ce qui se fait au sommet de l'Etat est une illustration de la société dans ses remous et ses courants immédiats. Si la vision des citoyens n'est pas claire, celle de l'Etat ne le sera pas non plus. Si cette nouvelle responsabilité n'est pas menée avec une haute conscience des intérêts collectifs, si ce sont à nouveau les calculs individuels qui prévaudront dans la conquête de l'alternance, l'Etat, au diapason du peuple, risque d'anéantir la promesse de la nouvelle république. La tyrannie est rejetée par tous, mais la démocratie n'a encore été trouvée par personne.

Le fait d'avoir séparé le Parti de l'Etat, dont la fusion stalinienne s'est enracinée durant 50 ans dans tout l'espace social, a été salutaire. Mais en même temps, l'Etat se trouve privé de ses principales courroies de transmission avec le corps social, et comme privé de ses racines. Il n'en a pas l'habitude. L'immense organe tentaculaire sur lequel il

s'appuyait a disparu. L'Etat est désormais comme suspendu aux aléas des mouvements de rue, et il tanguera au gré des inquiétudes, des pressions, des désirs, des désordres nés de ce bouleversement. Gouverner des rebelles chroniques est une acrobatie ardue pour un système politique accoutumé à des sujets débonnaires. Maintenant, les politiques ne tirent leur autorité que de l'expression populaire, et ils ne savent pas très bien comment s'y prendre pour la recueillir et la traduire. Et comme il n'y a pas encore d'organe réellement représentatif,



© webletters.net/blogs/article.php?w=RevueDepresse&e_id=40364, par MERCUIB - publié le mardi 18 janvier 2011.

l'Etat tunisien, dans ce vide créé par la liberté elle-même, cherche dans le peuple ce que celui-ci ne parvient pas à lui donner : la confiance en lui-même. L'Etat, affaibli et culpabilisé par les fautes du passé, cherche à lire dans les yeux du peuple le signal flou de son avenir. Ne pouvant plus se permettre la moindre coercition, il cherche en tâtonnant les voies de la conciliation.

Ainsi les rôles se sont inversés. L'Etat ne dicte plus ses ordres d'en haut, il doit s'accoutumer à les recevoir d'en bas. Mais comment les déchiffrer, ces ordres, comment les recevoir ? Quelles sont les impulsions réellement légitimes, quelles sont celles qui, au contraire, exploitent les troubles à des fins obscures ? Comment les différencier ? Rude tâche. L'Etat doit marcher la tête en bas, les yeux rivés sur la rue, et cela lui donne un peu le vertige. Il y a, dans cette période transitoire, dans ce vide institutionnel, dans cet état un peu informe qui succède aux grandes cassures, et qui précède la genèse d'un monde indéfini, un sentiment de forces sans limites, et de faiblesses insurmontables. Tout semble possible, tout insuffle une énergie surhumaine aux initiatives qui poussent partout comme des plantes soudain inondées d'un soleil

dont la longue éclipse avait fané les fleurs. Mais tout semble aussi accompagner cette énergie d'une sourde agitation inquiète, face à un présent que la révolution ne parvient pas à faire entrer dans la maîtrise des choses, dans le contrôle de soi. L'Etat a dilapidé son capital d'autorité par de trop longues années de pouvoir sans partage, les citoyens se dépensent en mille passions actives, mais qui ne savent pas encore s'incarner dans une promesse claire. Cette gestation est excitante et harassante. Il n'y a pas de répit. L'histoire va plus vite que nos esprits. Tunis est une immense agora où se tiennent des manifestations, des sit-in, des meetings, où se promulguent des chartes et des pétitions, au milieu de quelques empoignades qui jouent à des simulacres de discorde civile. La rue fait un peu la loi, dit-on, c'est vrai. Mais, après tant d'années d'effacement, d'humilité, comment faire autrement ? Pour un oui, pour un non, on descend dans la rue, on savoure son mécontentement, on déguste son irritation. C'est une forme de dilettantisme engagé. La télévision est tantôt un immense cahier de doléances, tantôt un prétoire où se déclament des scènes de catharsis collective, de purgatoire, de châtement.

Il y a aussi les outrances, les surenchères qui troublent l'entrée en démocratie, les délations, les dénonciations, les calomnies, les nouvelles injustices, et une méfiance généralisée à l'égard des élites. Cela pourrait conduire à une épuration dangereuse du corps créatif de l'Etat. La Justice tarde à se séparer de l'exécutif. En réalité, elle ne dépend pas seulement de tel ou tel régime, mais de la vie morale de chacun et de sa capacité à se forger son propre sens du devoir. L'avenir se compte désormais par heure, chaque minute foment un coup de théâtre, chaque nomination, imaginaire ou réelle, est objet de scandale, chaque fonctionnaire est en passe d'être « dégage », un soupçon pernicieux gâche la solidarité des premiers jours. Mais en dépit des symptômes d'anarchie, nous assistons à une montée de citoyenneté, comme si une communion secrète entre les gens se tramait, pour que cette liberté encore sans visage, sans idéologie, sans discours, sans programme ne se laisse pas gagner par ses propres excès. Que sortira-t-il de notre volonté ? Tout simplement notre volonté, et elle seule. Tout désormais dépend d'elle. Il va falloir pour cela quitter l'ambiance de vacances révolutionnaires et se mettre à travailler. La liberté est un labeur, non un loisir.

Hélé BÉJI

Collège international de Tunis



© windsoftn.wordpress.com/category/la-revolution-tunisienne/

RÉVOLUTION TUNISIENNE : LE ROI EST MORT, IL N'Y A PLUS DE ROIS !

La chute de la dictature et la disparition de ses référentiels classiques à savoir la personnalisation absolue du pouvoir et la centralisation de l'autorité sociale ne peuvent en aucun cas laisser le psychiatre insensible aux remous symboliques qui agitent aujourd'hui la société tunisienne.

Oui ; la dictature avait un certain côté sécurisant. Le dictateur, personnage déifié, jouait de manière perverse aux yeux de ses sujets, le rôle d'un père, détenteur d'une loi primitive sévère et incontestable. Mais aussi, celui d'une mère nourricière et bienfaitrice.

Il maintenait ainsi ses sujets qui ainsi advenaient, dans une position régressive tantôt infantile tantôt avilissante et dégradante.

Il faut se rappeler pour l'anecdote, mais c'est aussi très significatif, que cette dictature, avait activement interdit l'importation puis la fabrication locale des inducteurs d'érection. Comme si un peuple qui avait accès à la sexualité aurait accès à une liberté qui terrorisait le dictateur.

Sujets soumis, volontairement maintenus dans une régression infantile, il est uniquement demandé aux Tunisiens de travailler, de consommer et de servir le maître et sa clique. Toute tentative de rébellion par rapport à l'ordre établi était sévèrement réprimée. Pour sortir de l'esclavage, point de salut en dehors de l'immigration ou encore la folie ; l'addiction et le repli sur soi.

Plus sujets que citoyens, les tunisiens se résignaient à leur sort et s'abandonnaient à une dépression chronique avec pour seules défenses quand ils ne voulaient pas s'engager dans les risques terribles de l'opposition, la religion pour les uns et la fuite vers un modèle de vie consumériste pour les autres.

Dans ce contexte, la créativité devenait abrasée, la citoyenneté inexistante. Alors que la majorité des Tunisiens faisaient le dos rond faisant mine de se désintéresser de la chose politique, certains malheureusement s'abandonnaient à la tâche de faire plaisir à ce père pervers et incestueux qu'est le dictateur. En le glorifiant sans retenue et sans relâche, ils le poussaient pourtant au plus haut de la pyramide de la toute puissance jusqu'à ce qu'il eut atteint la hauteur critique où tout bascule et où soudain le roi se redécouvre nu et où les attributs de la royauté redeviennent ce qu'ils sont : des chimères.

Il est d'ailleurs intéressant d'étudier ce moment critique dans le processus du culte de la personnalité quand les forces qui poussent à la déification du dictateur au sein de la population le détachent soudain de tout lien avec les citoyens qu'il est censé

représenter et où la seule issue pour lui pour perdurer consiste à prendre toujours plus de hauteur. Mais cet exercice suppose qu'il se prive de ressembler aux autres pour vivre aux côtés des surhommes au sens nietzschéen.

Succombe-t-il à la tentation de partager avec les hommes leurs plaisirs terrestres de la fortune, du sexe et de l'argent et le voilà qui dégringole de son piédestal pour revenir homme parmi les hommes.

Lacan aimait dire qu'un fou qui se croit roi est fou mais un roi qui se croit roi n'est pas moins fou.

Dans cette optique Bourguiba a mieux réussi que Ben Ali dans l'exercice de la Dictature, le premier fut dépossédé du pouvoir par le coup d'état de 1987 alors que le second, le fut suite à la révolution de Janvier 2011.



© <http://www.destindelafrique.org>.

Entre Bourguiba et ben Ali, il y a toutefois d'autres différences.

Bourguiba, cultivé et patriote justifiait le culte de sa personne par son passé militant et sa sagesse. Il demandait aux tunisiens de lui ressembler, ils devaient se hisser haut et devenir cultivés, sages studieux pour obtenir sa grâce. Ben Ali, inculte, rustre, roublard sur les bords s'adonnait sans frein ni mesure aux plaisirs que procure l'argent. Le Tunisien idéal sous son règne se devait d'être soumis et obéissant et si possible riche et parader de sa richesse. Activité qu'affectionnait particulièrement la famille régnante.

Mais dans un cas comme dans l'autre, que ce soit sous Bourguiba ou sous Ben Ali, le tunisien n'était pas citoyen, mais sujet d'un tyran éclairé dans un cas, despotique dans l'autre, tyran qui l'a privé du minimum nécessaire pour être et devenir acteur de sa propre histoire.

La brusque libération du tabou du roi au sens primitif du terme (rappelé par Freud dans *Totem et tabou*) s'est accompagnée d'une forme de désorientation chez beaucoup de Tunisiens. Le roi est mort mais

il n'y a plus de roi. L'institution est à réinventer. Un laps de temps insupportable pourrait s'écouler entre temps. Un temps où le plus faible est la merci du plus fort et où la loi du groupe prend le pas sur la loi sociale tout court. Le pouvoir fragile né après le 14 Janvier 2011 doit montrer son côté de mère nourricière avant d'être obéi. Partout en Tunisie, on continue à manifester, à exiger ici des aides sociales ; là-bas du travail.

A peine libérée de la dictature, toute une population plutôt que de fêter l'évènement s'engouffre dans un processus de réclamation d'avantages sociaux. Comme si quelques parts, les publicités pour les biens inaccessibles que faisaient miroiter les entreprises de Ben Ali et qui généraient chez les plus pauvres une immense frustration étaient à l'origine du soulèvement populaire et que les nouvelles autorités n'auraient de légitimité que si elles arrivent à satisfaire ce besoin de consommer et ramener cette mère nourricière imaginaire collée dans l'ambivalence à la personne du dictateur.

D'ailleurs ; derrière la révolution se cachent en fait trois Tunisies différentes, qui ont toutes les trois rejeté avec force la dictature. La Tunisie des couches aisées et intellectuelles qui réclame la liberté d'expression et d'entreprendre, la Tunisie religieuse et traditionaliste voire intégriste qui réclame un retour vers les fondements identitaires islamiques, et la Tunisie prolétaire qui demande le droit au travail et à la société de consommation.

À l'échelle des personnes, un vécu d'angoisse et d'incertitude est rapporté chez nombre de consultants. Une insoutenable angoisse par rapport à un lendemain dont les traits restent flous alors que les qualificatifs types démocratie, conseil constitutionnel, élections libres ne signifient pas grand-chose pour le citoyen lambda pour la simple raison que malgré son histoire millénaire le tunisien n'a jamais connu la liberté depuis la Numidie et Jugurtha.

Peut être par ce « meurtre du père » que les Tunisiens sont entrain de commettre, arriveront-ils à faire le saut symbolique nécessaire qui leur permettra de définitivement s'ancrer dans la modernité en devenant la source et les acteurs de la loi qui les organise et non de simples sujets pliés sous le joug du dictateur.

Arriveront-ils à répondre à l'appel du destin comme leur hymne national les convoque ? Telle est la question à laquelle les mois prochains répondront ?

Sofiane ZRIBI

Psychiatre, psychothérapeute, Tunis

Horaires de la bibliothèque

Horaires d'ouverture
de la salle de lecture

Janvier-juin/septembre-décembre :
les jours ouvrables, du lundi au vendredi :
9h -17h

Juillet : les jours ouvrables, du lundi au vendredi :
8h30 à 14h30

Fermeture annuelle : tout le mois d'août

✓ 18-20 avril 2011 (Tunis)

2^e réunion du séminaire international co-organisé à Tunis par l'IRMC et le CEDEJ dans le cadre du programme AUF-MeRSI « *Ville durable méditerranéenne : un bilan des premières expérimentations sur la rive Sud (Maroc, Tunisie, Egypte, Liban)* », coordonné par Pierre-Arnaud BARTHEL (CEDEJ).

✓ 21-23 avril 2011 (Sidi Bouzid)

Sociologie des révolutions arabes
Colloque organisé par l'Association arabe de sociologie en collaboration avec l'Association tunisienne de sociologie, avec le soutien de l'IRMC.

✓ 22 avril 2011 (Diraset-Tunis)

Changement politique et recompositions du religieux en Afrique. Nouveaux acteurs, nouveaux modes de faire

Conférence de René OTAYEK, politologue, Directeur de l'UMR Les Afriques dans le Monde (ex-CEAN) de sciences-po Bordeaux, dans le cadre du cycle de conférences *Reconfigurations religieuses. Significations et problèmes d'approche*, organisé en partenariat avec le laboratoire Diraset et l'Institut supérieur des sciences humaines et sociales de Tunis.

✓ 29 avril 2011 (IRMC-Tunis)

Qu'est ce qu'un Tunisien, qu'est ce qu'un Français ? Les transformations récentes du lien de nationalité

Conférence de Patrick WEIL, Directeur de recherche au CNRS, professeur d'histoire à l'université de Paris 1.

✓ 30 avril 2011 (IRMC-Tunis)

Empires, nationalités et autochtonie au prisme de la question de la souveraineté

Journée d'étude organisée à l'IRMC, sous la responsabilité de Noureddine AMARA, doctorant en histoire, université Paris 1 et boursier à l'IRMC. Interventions de Fatma BEN SLIMANE (Diraset), Burleigh HENDRICKSON (Northeastern University), Jan JANSSEN (Konstanz-IRMC), Grégory MANN (Columbia University), Gianluca PAROLIN (AUC), Yerr URBAN (CREDESPO) et Patrick WEIL (CNRS-Paris 1).

✓ 4 mai 2011 (9 avril-Tunis)

La pensée de Georges Balandier : héritages et empreintes maghrébines

Journée d'étude et visioconférence avec Georges Balandier, organisée par l'IRMC, en collaboration avec l'ATASC, le laboratoire DIRASET et l'université virtuelle de Tunis, sous la responsabilité de Stéphanie POUESSEL. Interventions de Noureddine AMARA (IRMC), Jean-Loup AMSELLE (Centre d'étude Africaine-EHESS), Georges BALANDIER (Paris 5), Kmar BENDANA (La Manouba) et Lilia BEN SALEM (Université de Tunis).

✓ 6-7 mai 2011 (Diraset-IRMC-Tunis)

Repenser l'assimilation et l'intégration en Méditerranée. Des enjeux historiques aux débats contemporains

2^e séminaire co-organisé avec le PRI Transméditerranée de l'EHESS-Paris et le laboratoire Diraset, coordonné par Jocelyne DAKHLIA (historienne, directeur d'études à l'EHESS-Paris).

✓ 18 mai 2011 (IRMC-Tunis)

Télécommunications, espace public et civilité
Conférence de Francis JAUREGUIBERRY, Directeur du SET, Institut de recherche sur les sociétés et l'aménagement, université de Pau, coordonnée par Sihem NAJAR (IRMC).

✓ 20 mai 2011 (IRMC-Tunis)

Transition démocratique et mutations institutionnelles

Table ronde organisée à l'IRMC avec Sana BEN ACHOUR (Tunis), Anna KRASTEVA (Bulgarie) et Imed MELLITI (Tunis).

✓ 10-11 juin 2011 (Tunis)

2^e réunion du programme « *Vers un entrepreneuriat transméditerranéen ? Les stratégies d'inter-nationalisation des entrepreneurs maghrébines et de réinvestissement des Maghrébins d'Europe* », sous la responsabilité de Sylvie DAVIET (géographe, CNRS-IRMC).

✓ 15-17 juin 2011 (EHESS-Paris)

L'orientalisme et après ? Médiations, appropriations et contestations

Colloque organisé à l'EHESS-Paris, sous la coordination de Jean-Claude VATIN, Directeur de recherche CNRS (GSRL), EPHE-Paris et François POUILLON, Directeur d'étude à l'EHESS-Paris, avec le partenariat de l'IRMC.

✓ 17 juin 2011 (IRMC-Tunis)

Conférence de Patrick MICHEL, professeur de sciences politiques à l'ENS-Cachan, dans le cadre du cycle de conférences *Reconfigurations religieuses. Significations et problèmes d'approche* organisé en partenariat avec le laboratoire Diraset et l'Institut supérieur des sciences humaines et sociales de Tunis.

✓ 24-26 juin 2011 (IRMC-Tunis)

2^e réunion du programme de recherche IRMC : « *La communication virtuelle par Internet, la complexité des identités et les transformations des liens sociaux en Méditerranée* », sous la responsabilité de Sihem NAJAR (sociologue, IRMC).

Organisée en partenariat avec l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), à l'occasion de son cinquantenaire.

Table ronde bloggeurs/chercheurs sur le cyberactivisme avec des partenaires maghrébines et la Fondation Hans Seidel.

✓ 8 juillet 2011 (IRMC-Tunis)

Les avocats tunisien : sociologie politique d'une profession

Conférence d'Éric GOBE, chargé de recherche à l'IREMAM-CNRS

PUBLICATIONS DE L'IRMC

Pierre-Noël Denieul et Mohamed Madoui (Ed.), 2011, *Entrepreneurs maghrébins. Terrains en développement*, coll. Hommes et sociétés, IRMC-Karthala, Paris, 446 p. ISBN : 9782811104641.

Ridha Ben Amor, 2011, *Les formes élémentaires du lien social en Tunisie. De l'entraide à la reconnaissance*, coll. Sociologie-anthropologie des mondes

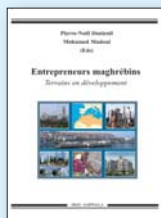
méditerranéens, IRMC-L'Harmattan, Paris, 244 p. ISBN : 978-2-296-14010-3.

Lamia Zaki (dir.), 2011, *L'action urbaine au Maghreb. Enjeux professionnels et politiques*, coll. Hommes et sociétés, Karthala, Paris, 287 p. ISBN : 978-2-8111-0477-1.

2011. *Marges, normes et éthique*. Thème 1 sous la responsabilité de Céline Aufauvre, Karine Bennafla et Montserrat

Emperador-Badimon, *Marges et marginalités au Maroc*, CJB Rabat. Thème 2 sous la responsabilité de Sihem Najjar, *L'anthropologie face aux nouveaux enjeux éthiques*, (Études et Document), IRMC-L'Harmattan, Paris, 308 p.

Myriam Bacha (dir.), 2011, *Architectures au Maghreb (XIX^e-XX^e siècles)*, IRMC-Presses universitaires François-Rabelais, 306 p. ISBN 978-2-86906-260-3.



Parution en avril 2011 de l'ouvrage *Entreprises et environnement : quels enjeux pour le développement durable ?* sous la direction de François Bost et Sylvie Daviet, géographe et chercheuse en délégation CNRS à l'IRMC, aux Presses de Paris Ouest. ISBN : 978-2-84016-073-1



Responsable de la Lettre de l'IRMC : Pierre-Noël Denieul
Responsable Communication : Hayet Naccache
Secrétaire de rédaction : Romain Costa
Conception graphique et PAO : Besma Ouraïed

IRMC, 20 rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville, 1002 TUNIS
Tél : (+216) 71 796 722 / Fax : (+216) 71 797 376
E-mail : direction@irmcmaghreb.org
Site internet : www.irmcmaghreb.org